

Rapport à la XXIII^e conférence extraordinaire du PC(b)US de la province de Leningrad¹

10-12 février 1926¹

Discours du 10 février

Camarades, permettez-moi avant tout de saluer votre conférence au nom du Comité central de notre parti. Votre conférence clôt toute une période dans le développement de l'organisation de Leningrad. C'est l'acte final d'une période très dure dans l'histoire de cette organisation et plus généralement dans l'histoire de notre parti dans son ensemble². A cette conférence, l'organisation de Leningrad doit retrouver un équilibre — et ne manquera pas de le faire — dans le front général du parti. Et en chacune de ses composantes, à son sommet, dans les masses, dans les rangs de base du parti, retrouver la place qui lui appartient de droit dans l'avant-garde de notre parti et de la classe ouvrière de notre pays.

Camarades, notre discussion surgit sur la toile de fond d'une situation interne extraordinairement complexe. D'une part, vous savez tous que depuis quelque temps nous connaissons, comme il est d'usage de le dire, une période de très vive croissance économique, d'essor de notre industrie, de notre agriculture, de nos transports, de notre commerce extérieur et intérieur, etc. Dans le même temps, il est tout à fait indiscutable que, sur cette toile de fond, on a pu observer un renforcement relatif des éléments socialistes dans l'économie, de nos leviers de commande, et notamment du principal d'entre eux, à savoir l'industrie socialiste. Renforcement aussi, dans le cadre général de notre économie : des transports, des banques, des établissements de crédit. Nous constatons un développement du commerce extérieur, fondé sur le principe du monopole de l'Etat, une consolidation du commerce d'Etat, notamment au sommet, à savoir le commerce de gros et de détail. Nous observons un renforcement des coopératives, bien que nettement insuffisant, et pas du tout dans les proportions nécessaires. Mais par ailleurs, et c'est ce qui fait la grande particularité de notre situation, notre développement économique connaît des formes contradictoires.

Nous avons progressé, mais la petite et, pour une certaine part, la moyenne industrie privées ont progressé en même temps ; le capitaliste commercial à la campagne, l'intermédiaire, le koulak, ont progressé eux aussi. En un mot, dans le cadre d'un essor économique général, d'une progression de notre économie, et parallèlement à notre offensive, à l'offensive de nos leviers de commande dans l'économie, la NEP a promu des éléments capitalistes de toutes nuances, à tous les niveaux. Je juge indispensable de dire quelques mots des contradictions d'un autre type, d'un autre ordre, et plus précisément des contradictions entre le prolétariat et la paysannerie, des contradictions dont on trouve la meilleure illustration dans le domaine du commerce, où les intérêts de la classe ouvrière, en tant qu'acheteur et ceux de la paysannerie qui nous vend les céréales, et donc en tant que vendeur, sont jusqu'à un certain point contradictoires.

Il ne faut pas non plus oublier les contradictions au sein même de la classe ouvrière, lesquelles se feront sentir encore assez longtemps dans le pays. Bien sûr, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie ne sont pas comparables à celles qui existent entre la classe ouvrière et le grand capital, mais elles n'en sont pas moins des contradictions. Il ne fait pas de doute non plus que les contradictions au sein de la classe ouvrière ne sont pas les mêmes que celles qui existent entre le prolétariat et le capital, et qu'elles ne sont pas de même nature que celles entre la classe ouvrière et la paysannerie. Malgré tout, notre prolétariat connaît des contradictions.

Elles s'expriment dans certaines hésitations de certaines couches de la classe ouvrière, ce qui a des répercussions plus ou moins importantes dans le seul parti de notre pays des Soviets. J'entends ici les contradictions entre les cadres « dirigeants » et les masses « dirigées » de notre classe ouvrière, les gestionnaires et les ouvriers du rang, les contradictions entre le travail qualifié et non qualifié (celui du manœuvre) ; les contradictions entre les anciennes couches fondamentales de la classe ouvrière, et les ouvriers, qui viennent à peine de franchir le seuil de nos fabriques. Enfin, il y a des contradictions d'âge, des contradictions entre les ouvriers adultes et les jeunes, contradictions qui procèdent d'une expérience différente de la vie.

Ces contradictions ne revêtent pas un caractère de classe, elles sont d'une toute autre nature que les contradictions

1 **Notice** : reprise des *Œuvres choisies en un volume*, Editions Librairie du Globe, Paris, Editions du Progrès, Moscou, 1990, pp. 299-351. Références dans la bibliographie de W. Hedeler : n° 1264 et 1267. Les notes suivantes sont celles de l'édition russe de 1990.

1 La XXIII^e conférence extraordinaire du PC(b)R de la province de Leningrad s'est déroulée du 10 au 12 février 1926. Cette conférence a désapprouvé la position de la délégation de Leningrad et l'activité de la « nouvelle opposition » au XIV^e congrès du PC(b)US, position jugée scissionniste. Elle a également reconnu que l'activité du comité de province était intolérable, dans la mesure où il avait tenté, après le congrès, aussi, de conduire une lutte fractionnelle. Cette conférence a donné lieu à l'élection d'un nouveau secrétariat du Comité de province, sous l'autorité de S. Kirov.

2 Il s'agit de la période d'exacerbation des divergences internes dans le parti, où un groupe de dirigeants du comité de province de Leningrad, sous la conduite de G. Zinoviev, a formulé sa propre plate-forme sur les questions d'édification du socialisme.

entre la classe ouvrière et le capital. Elles sont foncièrement distinctes des contradictions qui existent entre la classe ouvrière et la paysannerie. Ce sont des frottements au sein de notre propre classe, mais qui existent néanmoins, qui engendrent des difficultés pratiques, qu'il nous faut surmonter par un travail opiniâtre et systématique.

Ces contradictions, qui découlent de l'hétérogénéité de la classe ouvrière même, sont inévitablement exacerbées par un certain nombre de phénomènes négatifs comme la pléthore économique et les dénaturations bureaucratiques : des phénomènes contre lesquels notre parti devra lutter longtemps encore. L'ensemble de toutes ces contradictions : entre la classe ouvrière et ses formes économiques, d'une part, les capitalistes et leurs formes économiques, d'autre part, entre la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi qu'au sein même de la classe ouvrière, tout cela s'aiguise davantage encore à un moment où nous observons certaines difficultés économiques.

Il est indispensable de souligner que la lutte contre les éléments anti-prolétariens est rendue plus difficile, précisément à cause de ces difficultés grandissantes, liées à certains revers qu'a connus notre campagne de stockage de céréales, aux réductions de nos plans d'importation, à la nécessité de tronquer nos programmes de production, à la nécessité de faire des coupes dans nos budgets prévisionnels, etc.

Nous sommes en présence d'un phénomène qui, précisément à cause de certains mécomptes et de difficultés d'ordre économique, font que l'intermédiaire qui stocke le blé et le privé ont conquis quelques positions sur les divers secteurs du front économique. Soulignons aussi que, sous l'effet d'une carence de marchandises qui s'est aggravée, et en raison de nouvelles difficultés économiques, le capital privé, le marchand, peuvent trouver des profits supplémentaires pour eux-mêmes, et, dès lors qu'ils se mettent dans la poche la différence entre les prix de gros et les prix de détail, ils peuvent spéculer sur cette carence de marchandises, etc. En un mot, camarades, je veux souligner ici l'idée que très souvent, précisément à cause de difficultés économiques, les contradictions existant dans notre pays s'aggravent, compliquent les tâches auxquelles nous sommes confrontés et créent un terrain favorable à certaines hésitations dans les rangs du parti.

Pour bien comprendre l'ensemble des erreurs de la nouvelle opposition, qui a tremblé à cette période des nouvelles difficultés, je juge nécessaire de poser la question des sources idéologiques générales où cette nouvelle opposition rejoint en quelque sorte certains courants oppositionnels anciens. Ces sources, ces racines générales me paraissent exister et, chez l'opposition actuelle, elles sont parfaitement claires. Il faut bien les voir pour comprendre, et comprendre pour surmonter avec succès. Camarades, je pose avant tout ici une question qui, au premier regard, n'a pas de rapport direct avec mon sujet, mais qui, vous le verrez, concerne très directement la façon juste de poser toutes les questions fondamentales de notre politique qui ont surgi au cours de notre dernière discussion. Cette question est la suivante : quels éléments d'extrême nouveauté, d'extrême originalité a apporté la doctrine léninienne ? Vous savez qu'on donne des réponses différentes à cette question.

A notre avis, il ne peut y avoir qu'une seule réponse. L'élément le plus nouveau, fondamentalement nouveau, que l'on ne trouve ni chez Marx ni chez Engels parce qu'il ne pouvait pas s'y trouver ni chez l'un ni chez l'autre, c'est une façon de poser des questions et des problèmes *liés à la période de construction de la révolution socialiste*, c'est-à-dire avec une période de dictature du prolétariat, où elle s'est déjà consolidée, où le centre de gravité est transféré d'une activité destructrice à une activité constructive. Considérez la question de la dictature du prolétariat, et vous n'aurez aucune peine à vous convaincre qu'en l'espèce Lénine a fait énormément pour développer cette théorie, dont on trouve pourtant les premières esquisses chez Marx. Interrogez-vous sur les tâches de la classe ouvrière propres à la nouvelle période de construction, après consolidation de la dictature du prolétariat, et vous verrez aisément que les fondateurs du communisme scientifique n'ont pratiquement rien écrit à ce sujet, contrairement à Lénine, qui a donné de premières ébauches en ce domaine (j'ai en vue les théories de la NEP, de la coopération, etc.).

Il n'y a rien d'étonnant à ce que Marx et Engels n'aient pu formuler une théorie de la période de transition. En effet, rien dans leur expérience, dans les conditions de l'époque ne le laissait supposer.

Lénine a assez clairement souligné cette idée. Dans son article « Sur le rôle de l'or » Lénine, appréciant les changements radicaux apportés par la dictature du prolétariat, écrivait ceci à propos du rapport entre réforme et révolution : « Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution ; et *Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, savoir : dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peu durable du prolétariat dans un pays au moins* »³. Cette petite citation donne beaucoup d'éléments qui permettent d'élucider la relation entre le marxisme et le léninisme, parce que Lénine lui-même a posé cette question fondamentale avec beaucoup de précision, de clarté et de détermination. Marx, a-t-il dit, pouvait voir un rapport entre réforme et révolution, entre les différentes méthodes fondamentales, tactiques et stratégiques, de la lutte de classe du prolétariat, mais sous un angle seulement, c'est-à-dire avant que la classe ouvrière ne consolide sa dictature ouvrière. Mais il ne pouvait voir ce qui se passe après la consolidation de la dictature du prolétariat.

Je veux vous lire deux extraits d'œuvres de Lénine qui illustrent son idée fondamentale sur un autre aspect du marxisme, que l'on ne trouve que dans le léninisme. Dans son article « De la coopération », Lénine écrit :

« Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement

³ V. Lénine: *Œuvres*, t. 33, p. 111 (souligné par Boukharine).

changé. Le changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisons porter le centre de gravité, et nous devons le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le *centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle »*. Je dirais bien que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale »⁴.

Par conséquent, ici encore, Lénine parle de la différence radicale entre nos tâches actuelles et celles qui se posaient avant la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, et au cours même de cette conquête. Il affirme que le centre de gravité se situe maintenant au niveau d'une action organisatrice, culturelle et pacifique, et que seul le prolétariat mondial a pour tâche de contribuer à une révolution socialiste mondiale, à l'achèvement victorieux de la guerre civile. Enfin, permettez-moi de lire encore une citation qui s'inscrit dans la même lignée. Dans une lettre à Miasnikov, lequel a commencé à se détacher de notre parti pour finir par l'abandonner tout à fait, le camarade Lénine écrivait :

« Au commencement de l'article, vous appliquez correctement la dialectique. Oui, ceux qui ne comprennent pas que le mot d'ordre de « guerre civile » doit céder la place à celui de « paix civile » sont ridicules, si — non davantage »⁵.

Voilà trois idées fondamentales du camarade Lénine. La première, c'est que nous vivons une autre période de la révolution socialiste imprévisible à l'époque de Marx. La deuxième chose, sorte de déchiffrement de la première idée, c'est que chez nous, à l'intérieur de notre pays, le centre de gravité se déplace vers une activité organisatrice pacifique. Et la troisième idée, qui est en quelque sorte l'expression politique de la seconde, c'est qu'aujourd'hui, dans notre pays, nous sommes le parti non de la guerre civile mais de la paix civile. Voilà trois idées que formule Vladimir Ilitch sur cette question.

Voilà qui est expliqué très franchement qu'il est ridicule, absurde, antimarxiste, antiléniniste, de transposer tout ce que nous écrivions avant la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, à l'époque, aux conditions apparues après la consolidation de la dictature du prolétariat dans notre pays. Convenez, camarades, que ce ne sont pas des plaisanteries. Avant la conquête du pouvoir politique dans notre pays, nous étions un parti de la guerre civile ; une fois ce pouvoir conquis, une fois consolidée la dictature du prolétariat, nous sommes devenus le parti de la paix civile. Avant la conquête du pouvoir politique, le centre de gravité était la lutte révolutionnaire politique pour la conquête du pouvoir. Après la consolidation de la dictature du prolétariat, le centre de gravité de notre activité est une action organisatrice pacifique. Est-ce juste ou faux, sur le fond ? C'est juste, bien sûr.

En société capitaliste, la tâche fondamentale d'une avant-garde prolétarienne organisée est d'étendre, d'exacerber, d'attiser, de pousser au maximum la lutte des classes pour finalement détruire, faire exploser la société bourgeoise. Telle est notre ligne générale fondamentale en société capitaliste. Dans le même temps, dans une société de dictature prolétarienne, notre tâche consiste non pas simplement à la consolider, et pas non plus à la détruire, mais à l'organiser ; non pas à prôner un mot d'ordre de guerre civile dans notre société, mais à poursuivre quiconque cherche à susciter la guerre civile, parce que nous sommes désormais la force dirigeante de cette société et que notre position consiste désormais en ce que les contradictions entre les classes, et les multiples contradictions d'un autre ordre dans la classe dominante de notre pays soient surmontées, de façon à assurer, par notre ingérence permanente, un essor des formes d'économie socialiste. Notre souci est, à partir de cet essor, d'un progrès de nos leviers de commande, d'un renforcement de la dictature du prolétariat, qui est l'un des plus grands instruments de lutte des classes actuelles, d'évincer, de dépasser les diverses autres formes économiques, dont d'autres classes sont les vecteurs.

Camarades, je vous ai cité trois extraits très importants, trois documents essentiels tirés des œuvres de Lénine.

Il est très caractéristique que le camarade Zinoviev, dans son livre *Le léninisme*⁶ ait omis ces trois citations. En effet, le camarade Zinoviev n'a pas vu les traits les plus caractéristiques de la période actuelle, ce qu'il y a de plus significatif dans le léninisme. Tous les idéologues de la nouvelle opposition posent de façon partielle les questions, et c'est ce qui explique à bien des égards pourquoi ils sont tombés dans des erreurs politiques qui se sont traduites par les propos qu'ils ont tenu au congrès⁷, autour du congrès et après lui.

4 *Ibid*, p. 487.

5 *Ibid*. t. 32, p. 536.

6 L'ouvrage de G. Zinoviev *Le léninisme* contenait la thèse de l'impossibilité de la construction intégrale de la société socialiste dans le contexte d'un entourage capitaliste, sans victoire de la révolution mondiale. Le régime économique soviétique était caractérisé comme un capitalisme d'Etat original, dans un Etat prolétarien.

7 Il s'agit du XIV^e congrès du PC(b)US, tenu du 18 au 31 décembre 1925 à Moscou. Ce congrès a proclamé la transition à l'industrialisation socialiste comme maillon décisif dans la lutte pour la restructuration de l'économie soviétique, et pour l'accélération des rythmes de construction du socialisme. Il a approuvé la politique du parti dont l'objet était de garantir un développement prioritaire de l'industrie lourde, un rapide essor de la production des moyens de production, et qui a confié au CC du parti le soin de consolider l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ce congrès a souligné que la lutte pour la victoire du socialisme en URSS était la tâche essentielle du parti. Au XIV^e congrès, Zinoviev a été coauteur du compte rendu politique du CC, au nom de ce que l'on appelait la « nouvelle opposition », laquelle avait été constituée à la veille du congrès. Ce dernier a entériné la nouvelle appellation du PC(b)R, qui devenait le Parti communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique, et a adopté ses nouveaux Statuts.

Camarades, en liaison avec les déclarations que je viens de citer, on trouve chez le camarade Lénine un autre passage où il affirme que notre société actuelle repose sur la coopération de deux classes : la classe ouvrière et la paysannerie. Une coopération à laquelle est tolérée la bourgeoisie, à certaines conditions⁸. C'est parfaitement juste, et cela procède aussi des particularités de la période que nous vivons. Lorsque nous ne pouvons pas faire face seuls, par exemple, à la cuisson du pain et que nous permettons aux capitalistes privés d'ouvrir des boulangeries, c'est l'expression du fait connu de notre coopération, et pas seulement de la coopération de la classe ouvrière avec la paysannerie mais, à certaines conditions, même avec la bourgeoisie. Mais il y a aussi là un autre aspect du phénomène. Il y a coopération entre la classe ouvrière et la paysannerie, mais s'arrête-t-elle uniquement à ce rapport entre ces deux classes ? Non, parce que parallèlement à cette coopération, il y a des éléments de lutte. Le rapport entre la bourgeoisie et nous-mêmes s'arrête-t-il à cette coopération, au fait, par exemple, que nous lui permettons de faire du commerce ? Non, cette coopération existe, mais l'élément de *lutte* est dix fois, cent fois plus présent. D'une part, nous admettons ces éléments capitalistes, nous consentons à coopérer avec eux, mais par ailleurs, nous les tolérons *pour* finalement les évincer de façon radicale, les dépasser, les anéantir économiquement et socialement. C'est là un type de coopération qui présuppose une lutte âpre, sans bain de sang, contre ces éléments.

Nous collaborons beaucoup plus avec, la paysannerie, mais dans le même temps, notre tâche, à l'égard de la paysannerie, est d'abord de surmonter de façon permanente les tendances hostiles qu'elle manifeste. Nous y parviendrons en assurant sa direction ; en second lieu, il s'agit de la remodeler, c'est-à-dire de la faire disparaître en tant que classe de petits propriétaires, qui doivent devenir des travailleurs d'une grande production agricole, sans toutefois se transformer en ouvriers agricoles. L'action se situe ailleurs. Comme vous le voyez, les relations sont ici extrêmement complexes. Mais de cette complexité découle, que l'on peut très facilement, faute de prendre en compte les proportions nécessaires et de ne pas adopter le ton qu'il faut, glisser à droite ou à gauche de la position juste.

Comment peut s'opérer le glissement à droite ? Très aisément. On peut par exemple dire ceci : oui, nous sommes le parti de la paix civile. Lénine lui-même a dit que le centre de gravité se situait maintenant au niveau d'une activité d'organisation pacifique. Ensuite, nous devons tous comprendre que la lutte des classes diminuera peu à peu chez nous, jusqu'à disparaître dans la société communiste, sans qu'il soit besoin d'aucune troisième révolution. Cela aussi est clair. Mais on peut en tirer cette conclusion fautive que quiconque parle de lutte des classes, ou bien dit qu'elle s'exacerbe, fait des conclusions antiléninistes fausses. Voilà qui serait profondément erroné. Raisonner ainsi, c'est opérer un virage à droite, commettre une faute des plus graves et totalement abandonner les positions léninistes. Pourquoi ? Parce que la question n'est pas aussi simple. Dans l'ensemble, la lutte des classes tiendra à disparaître chez nous, mais cela ne veut pas dire que durant un certain temps elle ne va pas s'exacerber. Il faut avoir l'oreille assez fine, le regard suffisamment aigu pour dire que dans cette intervalle, pour telle ou telle raison, la lutte de classes non seulement ne se calmera pas, mais au contraire s'exacerbera ; que notre tâche, à ce stade déterminé consistera à adopter le comportement qu'il faut dans cette lutte de classe exacerbée.

Si dans la société de la période de transition les contradictions finissent par s'estomper, il n'en découle nullement qu'à tout moment donné elles s'estompent. Il peut se faire que pour toute une série de raisons historiques, ces contradictions s'aggraveront. Il me semble que nous traversons aujourd'hui une période comme celle-là, où les contradictions de classe s'exacerbent, notamment à la campagne. Cela durera jusqu'à temps que nous puissions livrer à l'Etat les quantités de biens matériels — ou, pour parler plus simplement, de l'argent — qui nous permettraient de faire progresser à tel point l'économie collective des paysans pauvres et les coopératives de paysans moyens, qu'elles parviendraient à un très haut niveau de vie. Ce faisant, le koulak ne serait plus, économiquement, une force puissante comparée à ces exploitations qui auraient repris vigueur grâce à notre aide, et qui se seraient engagées dans une voie de socialisation plus ou moins manifeste.

Alors s'amorcera une autre période, alors la lutte des classes connaîtra un déclin⁹. Mais l'heure est à l'exacerbation, et durant toute cette période, tant que nous ne serons pas en mesure d'assurer l'essor de la grande masse des exploitations paysannes, la lutte continuera. C'est pourquoi aujourd'hui, quiconque viendrait nous trouver pour nous dire que les thèses léninistes que nous venons de lire impliquent que l'on ne peut parler de lutte des classes, ou bien qu'il faut à tout prix y mettre un terme, celui-là serait dans l'erreur, il aurait opéré un glissement à droite.

Ces jugements ne doivent pas nous conduire à des conclusions rigides, non justifiées par les conditions de l'intervalle historique concret de notre développement qui est celui d'aujourd'hui. Imaginez, par exemple, une situation où dans plusieurs districts les koulaks nous attaquent ouvertement.

Nous devrions alors sortir les mitrailleuses, et, sans autre forme de procès, les «pacifier» comme nous l'avons fait en 1918. Et si quelqu'un, dans cette situation nous disait : permettez, c'est là exacerber la lutte de classes, etc., nous lui répondrions : oui, c'est parfaitement exact, mais il faut en saisir les tenants et les aboutissants. La règle fondamentale, la règle d'or de la tactique léniniste consiste à bien les comprendre, de façon — je m'exprimerai par une image — à ne

⁸ Cf. V. Lénine : Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne (Œuvres, t. 33, p. 495-500).

⁹ La thèse de Boukharine sur l'affaiblissement de la lutte des classes au fur et à mesure des succès des transformations socialistes contredisait la conception, formulée par Staline dans les années 30, d'une exacerbation de cette même lutte des classes à mesure que le pays progressait vers le socialisme.

pas danser à un enterrement et à ne pas se lamenter à un mariage. Voilà comment se présentent les choses.

Par conséquent, vous voyez, camarades, qu'il est extrêmement facile de commettre un faux pas. Je vous ai expliqué comment on pouvait opérer un virage à droite. Mais on peut aussi, naturellement, opérer un virage à gauche (en apparence, bien entendu) par rapport à une position juste. Ce serait le cas si les gens ne comprenaient pas la différence entre les tâches propres à l'époque de la dictature du prolétariat qui s'est consolidée, d'une part, et celles qui se posent à la classe ouvrière avant qu'elle s'empare du pouvoir politique, d'autre part. Aujourd'hui, notre objectif n'est pas d'accomplir une quelconque troisième révolution, mais d'organiser une activité pacifique, en poursuivant la lutte des classes essentiellement sous des formes économiques, en luttant pour un essor des éléments socialistes dans notre économie, en nous attachant à promouvoir plus avant notre œuvre constructive par l'utilisation du puissant levier politique de notre dictature du prolétariat, sans se couper de la grande masse des paysans, et en la faisant participer, de plein droit, au front général de lutte contre le capital privé. Voilà notre principe, et si quelqu'un ne le comprend pas, c'est qu'il se démarque de la théorie léniniste, par un autre côté, c'est qu'il tire le parti en arrière, c'est qu'il ne comprend pas ce que le léninisme apporte de fondamental et d'original au marxisme ; c'est qu'il ne comprend pas que ce qu'il y a de plus original, de plus nouveau dans la théorie léniniste est lié à cette période constructive de notre révolution socialiste, à l'époque qui survient après le renforcement de la dictature ouvrière.

Nous savons tout aussi bien — et ce raisonnement suit les grandes lignes que je viens d'évoquer — que notre lutte de classe, aujourd'hui, s'articule principalement autour des diverses formes économiques. Si par exemple la classe ouvrière consolide son industrie socialiste dans la lutte contre l'industrie capitaliste privée, c'est une forme de sa lutte de classe contre le capital et la bourgeoisie. Si la classe ouvrière aide le paysan pauvre et moyen à organiser une coopérative pour contrebalancer la boutique du koulak ou à mettre en place une association de crédit pour contrecarrer les opérations de prêt de l'usurier koulak, le prolétariat poursuit ainsi, sous des formes originales, la lutte de classe contre le capital privé.

Mais, camarades, si le centre de gravité se transfère à ces formes de la lutte de classes, et au premier chef à la lutte entre les différentes formes économiques pour « évincer » les formes qui nous sont hostiles, cela ne veut pas absolument dire qu'il nous faut en tirer une conclusion rigide et simple comme une règle, grossière comme le bois dont est faite cette règle ; que, pour cette raison, nous n'accomplissons aucun travail politique spécifique, et que nous nous refusons à le faire. C'est absolument incongru. J'ai déjà dit que les circonstances pouvaient susciter des formes très vives de lutte politique, qui pourraient se traduire même par des affrontements militaires. Ce n'est évidemment pas typique, mais si notre adversaire de classe nous y contraignait, nous n'hésiterions pas à y recourir.

Mais dans les conditions actuelles, nous n'en menons pas moins une lutte politique : lutte pour les élections aux Soviets ; lutte contre les koulaks ; organisation de groupes de paysans pauvres, etc., etc. En un mot, que notre lutte de classe actuelle soit centrée sur la lutte de nos formes économiques, sur la lutte sur le front économique, n'implique nullement que ces formes épuisent la lutte de classe actuelle. Nous agissons par méthodes combinées. Nous posons la question en fonction de son opportunité, et nous sommes tenus d'utiliser résolument tous les leviers de notre pouvoir, de notre économie, notre sens de l'organisation pour mettre en valeur toutes les forces dans la lutte contre l'adversaire de classe. Voilà la façon générale de poser la question de la lutte des classes. Voilà, me semble-t-il, la seule façon orthodoxe, léniniste, de la poser, et c'est par là qu'il faut commencer pour résoudre de multiples questions concrètes, des problèmes importants, fondamentaux, de notre politique aujourd'hui.

Camarades, j'ai déjà dit que les camarades de l'opposition ne comprenaient pas, ou du moins pas suffisamment, l'originalité de la situation à laquelle nous sommes confrontés dans cette période où la dictature politique de la classe ouvrière s'est consolidée. Ils sont très souvent enclins à transposer mécaniquement ce qu'écrivait le camarade Lénine avant la conquête du pouvoir par la classe ouvrière à ce qui se passe chez nous aujourd'hui. A preuve, les solutions prônées pour résoudre une question fondamentale comme celle de la paysannerie, à preuve, le débat autour d'un problème essentiel de notre politique, celui des moyens de faire participer la paysannerie à l'œuvre d'édification du socialisme. Ce sont là deux points de divergences idéologiques que je souhaite aborder maintenant. Je passe à la question de nos leviers de commande économiques et de leur rapport avec l'exploitation paysanne.

A cet égard, je dois d'abord noter qu'en cours de notre discussion les camarades de l'opposition ont très souvent manifesté un certain scepticisme quant au fait que l'on puisse, d'une façon générale, faire participer les paysans à la construction du socialisme. Pourtant, la formule de Lénine est parfaitement claire : il nous faut, a-t-il dit, promouvoir une politique qui garantisse à tout petit paysan la possibilité de participer objectivement à l'œuvre d'édification du socialisme. Si l'on pose ainsi la question, si l'on envisage ce problème à la lumière des idées en vogue avant Lénine sur la vieille politique socialiste, nous sommes conduits à dire qu'en soi l'objectif est sans précédent, et que jamais, personne avant Lénine, ne se l'était fixé avec autant de détermination et aussi crûment.

Nous connaissons tous parfaitement le petit paysan : c'est un petit propriétaire, et nous savons que ce n'est pas chez lui qu'il faut aller chercher le socialisme. Néanmoins, Lénine posait le problème de la participation de ce petit paysan, de ce petit propriétaire à la construction du socialisme, et non de quoi que ce soit d'autre. Pour nous, camarades, il est indispensable, après avoir posé ce problème dans toute son ampleur, d'en prendre conscience, de comprendre qu'il n'a rien d'un petit problème secondaire. Pas question de l'éviter, il faut le résoudre, sauf à renoncer à

construire le socialisme.

Camarades, le marxisme d'avant Lénine, avait, évidemment, soulevé ce problème. Approche timide qui jamais n'est allée au fond des choses. Pourtant, lorsque la classe ouvrière a effectivement et directement engagé une politique de construction du socialisme, elle a buté à chaque pas sur cette question. Car il n'est pratiquement pas de grand problème politique et économique auquel nous ne nous heurtions pas de front. De deux choses l'une, camarades : ou nous posons la question d'une simple neutralité de l'écrasante majorité de la population, à savoir la paysannerie, ou bien nous établissons une alliance solide avec la grande masse des paysans. Certains pensent que l'on peut se contenter de neutraliser la grande masse de la paysannerie, de la maintenir à distance, de lui passer de la pommade pour qu'elle se calme et garde un silence passif. Nous ne pouvons admettre cette façon si peu léniniste de poser la question. Le léninisme présuppose un essor permanent des éléments socialistes, un remodelage permanent de la majorité du peuple, et en fin de compte de tout le peuple, qui doit devenir un ensemble de travailleurs de la société socialiste.

Comment imaginer que nous puissions construire si quelque part grandit une industrie urbaine, fût-elle mille fois de type socialiste conséquent, tandis qu'ailleurs, isolées de la ville, d'immenses masses paysannes seraient laissées pour compte. L'édification du socialisme présuppose un remodelage fondamental de toute l'agriculture, une transformation de toute la population du pays. Il ne s'agit pas uniquement de refaire toute la classe ouvrière sur un nouveau mode culturel socialiste, mais de faire que cette classe dominante, perpétuellement changeante, soucieuse de perfectionner sa nature, exerce une influence de plus en plus puissante et de plus en plus large sur les grandes masses populaires qui, peu à peu changeraient systématiquement de nature de classe. En ce sens, le prolétariat dominant est une force créatrice et dirigeante qui doit transformer le vieux monde, et créer un monde nouveau.

Voilà l'objectif dans ce pays arriéré qui est le nôtre, submergé par l'océan immense de sa paysannerie, avec les difficultés considérables qu'implique une telle situation. Comprenons donc que notre socialisme aura un développement très particulier, comparé par exemple au socialisme qui s'affirmera en Angleterre, en Allemagne ou en Amérique. Il n'y a rien là qui doive nous étonner, nous effrayer, rien qui doive entraîner notre perte. Absolument rien.

Considérez le capitalisme, camarades. Quel que soit le pays, il lui a fallu plusieurs siècles de croissance. Cent ans dans un pays, deux cents dans un autre, bien davantage encore dans un troisième. Dans l'ensemble, il est d'âge très respectable, ce capitalisme, ce qui ne l'empêche pas de nous offrir différents types, selon les pays. En France, il affiche certains traits, en Amérique, d'autres. Fondamentalement, le capitalisme américain est le même qu'en Allemagne ou en France, mais les traits généraux du capitalisme coexistent avec des spécificités propres aux formes d'organisation, à la culture générale. Notre capitalisme en Russie avait lui aussi ses particularités. Le seul fait, par exemple, d'exister dans un pays à très fortes survivances féodales. Ce capitalisme s'est pourtant affirmé immédiatement en prenant des formes supérieures, sous l'influence du capital étranger. Autrement dit, dans notre pays le capitalisme s'est développé dans des conditions extrêmement contradictoires : d'une part, c'était le capitalisme; mais, d'autre part, subsistaient des survivances patriarcales dans la vie quotidienne, quelque part au Caucase, au Turkestan, etc. On observait même d'ultimes séquelles de formes pré-féodales. Parallèlement, on pouvait constater des éléments d'un capitalisme des plus modernes. Il est bien évident que le socialisme se développe à partir de ce que le capitalisme lui a laissé en héritage. Notre socialisme, en un certain sens, croît sur une autre base que le socialisme qui s'affirmera en Amérique. Il croît dans un contexte différent russe et non pas américain, ni français. Si, très naturellement, le capitalisme a eu ses traits particuliers dans les différents pays, le socialisme aura les siens, qui finiront par s'estomper, ne plus faire qu'un, au bout du compte, lorsque toute l'économie mondiale constituera une assise socialiste développée¹⁰.

Aussi lorsque nous parlons d'édifier le socialisme dans notre pays, devons-nous comprendre qu'avant que ce socialisme qui est le nôtre parvienne à son plein épanouissement, il affichera sa spécificité propre. J'irais même jusqu'à dire qu'assez longtemps il se développera comme un socialisme attardé, autrement dit un socialisme dont les particularités participent plus ou moins du type de développement capitaliste qui l'a précédé. Ce n'en sera pas moins du socialisme, parce que son évolution suivra une voie tout à fait particulière, il se distinguera par davantage d'arriération comparé aux rythmes de développement du socialisme américain, lequel bien qu'ayant pour base le capitalisme américain, sera tout de même du socialisme. La caractéristique principale de notre socialisme est que nous l'édifions dans un pays agraire, et, pour cette raison, il est extrêmement important que nous fassions participer la paysannerie à sa construction. Mais, camarades, la grande masse de notre paysannerie est composée de paysans moyens. Chacun en convient. Partons donc de cette idée fondamentale : la grande masse de la paysannerie est constituée de paysans moyens. Ceux-ci, aujourd'hui, vendent leurs céréales, les produits de leurs exploitations, ils écoulent une partie de leur production sur le marché. Ils vendent dans le cadre du commerce libre instauré au début de la NEP.

Les camarades de la nouvelle opposition définissent la situation ainsi : « Le commerce libre, c'est le capitalisme », mais, comme on le sait, le commerce libre a été introduit chez nous d'abord pour permettre aux grandes masses de la paysannerie de « respirer », pour préserver notre alliance avec elles et, partant, définir une politique économique juste de la classe ouvrière. Quand les camarades de la nouvelle opposition nous disent : « Le commerce libre, c'est le capitalisme », ils font référence à un passage de Lénine où il est écrit que le « commerce libre signifie la liberté du capitalisme ». Ils présentent les choses de telle sorte que, d'une part, ils citent une idée juste de Lénine, mais d'autre

¹⁰ Boukharine développe des idées qu'il avait exprimées auparavant dans son ouvrage *Lénine en tant que marxiste*.

part, de leur point de vue, il ne fait aucun doute que les paysans gèrent leur exploitation dans le contexte du commerce libre, qui est le capitalisme ; qui discuterait cette idée suivrait donc une voie tout à fait fautive, non léniniste, il enjoliverait la réalité, lutterait pour quelque chose de tout à fait irréalisable, s'écarterait du point de vue de classe, etc., etc.

Je poserai une question préalable, camarades : si le commerce libre, c'est le capitalisme pour la grande masse de la paysannerie, que faut-il pour faire participer cette même paysannerie à la construction du socialisme ? Il appert que nous devrions inmanquablement la conduire au capitalisme, mais d'autre part, nous devons assurer la construction du socialisme. Ne vaudrait-il pas mieux abandonner ce commerce libre pour revenir au communisme de guerre ? Sur ce point-là, silence également. Il s'avère donc que nous n'avons absolument aucune perspective. Nous aboutissons à ceci que pour nous la façon de faire participer la paysannerie à l'édification du socialisme est un problème parfaitement secondaire.

Quelle est la bonne solution ? Qu'on me permette d'abord d'expliquer ce qu'entendait Lénine lorsqu'il écrivait : « la liberté du commerce, c'est le capitalisme ». A la lecture de ce passage, on constatera aisément que lorsque Lénine parle du lien étroit entre la liberté du commerce et le capitalisme, il veut simplement dire que la liberté du commerce génère toujours le capitalisme. Mais il n'affirme en aucun cas que la liberté du commerce équivaut au capitalisme. J'ai maintes fois cité un exemple, que je répéterai aujourd'hui : si l'une de nos institutions d'Etat quelconque achète à une autre institution d'Etat quelque chose dans le cadre d'un commerce libre, cela n'a strictement rien à voir avec le capitalisme, parce qu'il n'y a pas, en l'espèce, de rapports capitalistes, il n'y a pas de capitalistes, et le capitalisme sans capitalistes n'existe pas. Personne au monde n'a encore découvert un capitalisme de ce type. Mais il est indiscutable que la liberté du commerce peut engendrer le capitalisme. Si, par exemple, le paysan moyen fait du commerce, s'il s'enrichit, s'il commence à embaucher des ouvriers, il devient un capitaliste. C'est en ce sens que la liberté du commerce c'est le capitalisme, je veux dire au sens où il aboutit, à certaines conditions, à un développement des rapports capitalistes.

Mais toute la question, camarades, est de savoir *si c'est toujours le cas*, dans toutes les conditions. Et si oui, doit-on en conclure qu'en toutes circonstances, dans toute situation historique cela aboutit à des rapports capitalistes ? Je déclare que cette dernière assertion est fautive, et que ceux qui la tiennent pour juste ne comprennent pas tout le caractère de la période de construction du socialisme. Ils transposent sans aucun esprit critique à une situation nouvelle des idées-, des discours, des thèses qui ont été écrits, dits, affirmés à la période capitaliste du développement social.

Le paysan moyen achète et vend, mais il ne recourt pas au travail salarié. Peut-on taxer de capitaliste toute personne qui achète et vend ? Non. Est capitaliste celui qui utilise un travail salarié. Mais le paysan est-il un socialiste, si l'on considère la forme de son exploitation ? Non, parce que c'est un propriétaire privé. Le paysan moyen est-il un capitaliste ? Non plus, parce qu'il ne recourt pas au travail salarié. Fait-il partie du prolétariat ? Non, parce que c'est un propriétaire privé. Mais une fois encore, il n'en faut pas conclure que c'est un capitaliste. Cela aussi serait faux, absurde, stupide, cela n'aurait rien à voir avec le marxisme. Dans son discours au congrès du parti, le camarade Kamenev a tourné ses foudres contre un article de la *Pravda*, signé du camarade Zaïtsev, où il était dit que le paysan moyen n'était pas un bourgeois au sens où il n'est pas un capitaliste. Dans ce même article, il était pourtant dit que le paysan moyen était un petit-bourgeois.

Cette méconnaissance du fait que la petite bourgeoisie est une chose et la bourgeoisie capitaliste en est une autre est très révélatrice. Pourquoi ? Parce que pour ma part, camarades, jamais je n'irai jusqu'à dire que vous devez faire en sorte que tout capitaliste se range à un point de vue socialiste. Ce n'est pas à Rockefeller, par exemple, que nous irons faire de la propagande socialiste. Et pour autant que je le sache, personne à ce jour ne l'a fait. Mais nous allons trouver le paysan, nous voulons gagner à notre cause la masse de la paysannerie moyenne, nous voulons une alliance solide avec elle. Il est par conséquent tout à fait absurde, barbare, de ne pas comprendre qu'il y a une différence énorme entre le simple producteur de marchandise, qui n'exploite pas un travail salarié, et un capitaliste ; entre un petit propriétaire et un capitaliste.

S'il est stupide et criminel de ne pas voir de différence entre le petit propriétaire et la classe ouvrière, il est absurde et antimarxiste de ne pas voir la différence entre le petit propriétaire et la grande bourgeoisie, entre la couche laborieuse de la paysannerie et les exploiters capitalistes. Ce sont quand même des choses qu'il faut voir ! Par conséquent, camarades, si nous nous fixons aujourd'hui pour tâche essentielle de faire en sorte que tout petit paysan ait la possibilité de prendre part à l'édification du socialisme sous la direction de la classe ouvrière, il est parfaitement naturel que nous aboutirions à l'impasse totale, nous nous priverions de toute perspective si nous jugions que le paysan moyen est un capitaliste. Mais le paysan moyen a une nature double ; d'une part, il veut s'enrichir, devenir un koulak parce qu'il possède une exploitation privée ; mais d'autre part, c'est un travailleur et c'est là ce qui l'unit au prolétariat. Nous nous devons donc de tirer parti de cette situation pour le gagner à notre cause, cependant que le koulak cherche à le gagner à la sienne, par son côté propriétaire.

Le paysan moyen est aujourd'hui l'enjeu de la lutte. Mais est-il possible, d'une façon générale, de le gagner à notre cause ? Comment poser cette question d'un point de vue léniniste ? Economiquement parlant, nous nous demanderons : dans quelles conditions, comment et pourquoi l'économie marchande d'un simple producteur qui n'exploite pas un travail salarié peut-elle rejoindre le socialisme en évitant le capitalisme, et est-elle à même de le faire ? Voilà comment se pose

cette question. Les camarades qui ont l'habitude de lire — mal, d'ailleurs — les vieux livres, les camarades qui ne comprennent pas la différence entre des rapports capitalistes et ceux que nous avons instaurés, raisonnent de façon simpliste. Les bolcheviks, affirment-ils à tort ou à raison, ont de tout temps combattu les illusions fausses, masquant la réalité des choses, en disant que les masses de petits paysans, de petits propriétaires, pouvaient améliorer leur condition. Ils soulignent que nous avons toujours combattu ces points de vue, que nous avons toujours prédit des différenciations inéluctables et de plus en plus accentuées de cette paysannerie, laquelle ne manquerait pas de s'effriter, une partie de cette paysannerie, relativement peu importante, devant inévitablement rejoindre les koulaks, tandis que la grande masse serait réduite à la condition de prolétaires et de semi-prolétaires. Ces camarades aiment à rappeler que les bolcheviks ont traité de menteurs et de libéraux ceux qui estompent la différenciation à la campagne, qui ne veulent pas voir la bipolarisation de la paysannerie moyenne ; c'est une façon non pas marxiste, mais populiste de poser la question, disions-nous.

Avions-nous raison ? Oui, entièrement, parce que dans les conditions du développement *capitaliste* il n'y a absolument pas d'autre voie pour le paysan moyen que de se bipolariser, de s'éroder par les deux bouts. En régime capitaliste, si ses conditions de vie s'améliorent, il tendra inévitablement, dans toutes les circonstances, à devenir un koulak. S'il s'appauvrit, il devient ouvrier agricole, part pour la ville, etc. Mais le paysan moyen en tant que couche n'a jamais pu faire en sorte de ne pas recourir au travail salarié, de ne pas devenir un petit capitaliste pour pouvoir s'élever. Et nous avons raison, de ce point de vue, de critiquer les coopératives, en disant que partout, dans tous les pays capitalistes, celles-ci sont dirigées par des capitalistes, par l'élite de la paysannerie riche, qui recourt à un travail salarié. Et nous avons toujours tourné le feu de notre analyse critique précisément contre ce phénomène, et toujours nous avons découvert que les populistes, les libéraux, les économistes bourgeois et autres cachaient ce fait, masquaient la différenciation à la campagne, ils restaient aveugles à cette bipolarisation de la paysannerie moyenne, ils mentaient lorsqu'ils disaient que les coopératives n'avaient aucun caractère capitaliste, lorsqu'ils affirmaient, au contraire, qu'elles étaient de type exploiteur, qu'elles étaient fondées sur l'exploitation de travail salarié, et que toujours elles avaient pu se développer grâce à l'aide des grandes banques, etc., etc.

Tout cela c'est la vérité absolue. Mais, camarades, Lénine a maintes fois dit, et il avait parfaitement raison, que l'une des erreurs fondamentales de l'opposition consistait à transposer ce qui valait pour une certaine période historique à une autre période. Ce qui était juste devenait faux ; c'était, disait-il, une erreur absurde à ne pas commettre, parce que contraire à la théorie de Marx. Le camarade Zinoviev écrit dans sa brochure *Le léninisme* qu'il se trouve aujourd'hui encore des originaux pour évoquer la possibilité d'une évolution non capitaliste. Mais l'argument ne vise personne d'autre que Lénine et son plan de développement des coopératives paysannes. Là, camarades, je dois ouvrir toutes les parenthèses. Dans notre contexte, le simple producteur de marchandise est à la croisée de deux routes. Le paysan moyen peut choisir entre deux voies divergentes : l'une capitaliste, l'autre non capitaliste, autrement dit socialiste. Comprendrons-nous que nous ne sommes pas un Etat bourgeois, mais une dictature du prolétariat ? Que c'est nous, et non la bourgeoisie, qui détenons nos banques d'Etat et l'industrie et que Roudzoutak n'est pas John P. Morgan, mais notre camarade Roudzoutak ?

Tout bien pesé, et considérant que les leviers de commande sont aux mains de la classe ouvrière, aux mains de son Etat prolétarien, alors se posera aussitôt à nous cette question : la campagne est-elle vouée à un développement capitaliste, indépendamment des forces — le prolétariat ou la bourgeoisie — qui sont au pouvoir ? Si notre campagne, si nos villes étaient sous le pouvoir de la bourgeoisie, alors le paysan moyen opterait pour le capitalisme. N'était la ville prolétarienne, et s'il n'y avait que la campagne (imaginons que, par un recours soudain à des gaz toxiques, nous empoisonnions toute la population des villes) alors, elle se débrouillerait seule, elle connaîtrait d'abord un recul, pour progresser ensuite, mais dans la voie du capitalisme. Mais la ville prolétarienne est une réalité, le prolétariat détient les leviers de commande. Qu'est-ce que cela : une broutille qui n'a rien à voir avec le développement de la campagne ? Il est évidemment absurde de raisonner ainsi.

J'affirme que ces leviers de commande agissent sur la campagne, sur le paysan moyen, simple producteur de marchandise, aujourd'hui à la croisée de deux routes, et le pousse dans la voie du socialisme. Comment ? Par le biais de la coopérative. C'est ici le lieu de rappeler le plan d'organisation des coopératives qu'a suggéré le camarade Lénine. Nous ne souhaitons pas pousser à coup de trique le paysan moyen vers le communisme, en lui infligeant les coups de crosse du communisme de guerre. Ce serait une erreur et sans aucune valeur du point de vue du socialisme.

Nous l'entraînons par des chemins détournés, par les coopératives, qui sont dans son intérêt. Mais ces coopératives se développent non dans le contexte d'une production capitaliste dominante, elles font bloc non avec les banques de crédit du capitaliste, mais avec celles du prolétariat ; non avec l'industrie capitaliste, mais avec notre industrie prolétarienne, non avec les trusts de Morgan et de Rockefeller, mais avec nos trusts prolétariens ; non avec les voies de chemins de fer du capitalisme, mais avec celles que détient le prolétariat.

Les coopératives connaîtront peu à peu un essor, nous y jouerons un rôle de plus en plus grand, c'est nous qui de plus en plus allons diriger pour l'essentiel leur politique, nous influencerons de plus en plus sur leur économie, soutenant les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, nous attachant à promouvoir l'essor des couches de la paysannerie qu'il faut pousser à construire le socialisme. Nous détenons des leviers qui, de plus en plus, au fil des ans, détermineront le développement général du pays. Nous tenons le pont par lequel l'industrie d'Etat fera bloc avec l'économie paysanne. Ce

pont organisationnel a pour nom les coopératives. Ainsi donc, en soutenant les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, en favorisant les formes non capitalistes, en contribuant au développement de différents modes d'utilisation sociale des machines, pour finir par tout électrifier, nous détournons systématiquement la paysannerie moyenne de la voie capitaliste pour l'engager dans celle du socialisme.

Dans son article « De la coopération » Lénine le dit très clairement. Les coopérateurs de jadis, déclare-t-il, affichaient bien des éléments sans aucune valeur, réformistes, et même vulgaires du point de vue de la lutte de classes. Pourquoi ? Parce qu'ils ne se battaient pas pour s'emparer du pouvoir. Mais ces rêves, cette vulgarité même deviennent réalité une fois le pouvoir politique conquis. C'est un argument du camarade Lénine lui-même contre ceux des camarades de l'opposition qui affichaient des vues hostiles aux nôtres. Il est évident que si nous n'avions pas la dictature du prolétariat, si nous ne détenions pas les leviers de commande économiques et politiques, les leviers de commande du parti, ce plan ne pourrait être réalisé. Mais dès lors que nous détenons ces leviers de commande, nous sommes obligés, en l'occurrence, de mener une certaine lutte.

On nous dit que nous estompons la lutte des classes, etc. Mais, camarades, ceux qui sous-estiment le paysan moyen et le plan coopératif de Lénine expriment bien leur refus de la tâche de classe fondamentale du prolétariat. Quelles forces sociales sont aujourd'hui dans l'arène politique ? La classe ouvrière, la grande masse de la paysannerie, c'est-à-dire, au premier chef, le paysan moyen. Il y a aussi une troisième force : les éléments capitalistes, le koulak à la campagne, le propriétaire privé, l'intermédiaire, le marchand. La lutte principale se déroule aujourd'hui entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Pour quel objectif ? Pour le paysan moyen. Voilà comment se posent aujourd'hui les principaux problèmes de la grande stratégie et de la grande tactique de classe. Comment s'expriment-ils ? En ceci que le koulak, le capitaliste, le propriétaire privé cherchent à nous arracher ce paysan moyen, cherchent à l'engager dans une voie capitaliste de développement. S'ils y parviennent, cela leur sera d'un précieux secours, mais pour notre part, nous tirons à nous ce paysan moyen, vers la voie du socialisme, par le biais des coopératives.

Dans notre pays, il n'y a pas d'objectif de classe plus difficile, pas de lutte de classes plus âpre, pas de problème plus important du point de vue de la lutte de classe du prolétariat. Par conséquent, cet objectif est essentiel pour la lutte de classe de la classe ouvrière en cette période de l'histoire. Nous devons gagner le paysan moyen, nous efforcer, de plus en plus, de lui faire abandonner le chemin du capitalisme pour qu'il s'engage dans la voie de l'édification du socialisme, ce qui permettra de conquérir cette grande masse de la paysannerie sur les koulaks, qui cherchent à l'engager dans la voie du développement capitaliste. On peut commettre des erreurs secondaires dans toute une série d'autres questions. Mais si sur ce point nous commettons une erreur, c'est la fin de la dictature du prolétariat. Si l'on ne voit pas cet objectif, cela veut dire que l'on ne voit pas le grand objectif de la lutte de classe à la période actuelle. Si nous estompons cet objectif nous estompons par voie de conséquence le problème fondamental de la lutte de classe tel qu'il se pose à nous aujourd'hui et tel qu'il se posera à court terme. Voilà pour la question des tâches de l'édification du socialisme et de nos leviers de commande.

Camarades, j'en viens maintenant à la question de savoir comment faire participer la paysannerie à l'édification du socialisme, et ce en liaison avec la question de la différenciation de la paysannerie. Je soulignerai d'abord que c'est une question très complexe. Y insister en tout temps et en toute occasion n'est peut-être pas très élégant, mais je préfère en parler plutôt que de vous proposer des solutions en apparence simples mais qui, au fond, ne contiennent aucune idée politique ni aucune analyse sérieuse.

A la fin de la première partie de mon rapport, j'ai posé le problème principal, la question centrale : la possibilité de faire participer la masse de la paysannerie moyenne à l'édification du socialisme, à la création des coopératives. Mais il va de soi que cette tâche en elle-même complexe est rendue plus compliquée encore par le fait qu'à la campagne nous n'avons pas simplement un paysan moyen, mais au minimum trois groupes fondamentaux : le koulak, le paysan moyen, le paysan pauvre, et par surcroît une part de ce que l'on pourrait appeler un prolétariat purement agricole, à savoir les ouvriers agricoles. Par conséquent, à tout ce qui vient d'être dit il faut avant tout ajouter une claire compréhension de l'hétérogénéité de la composition de classe de la population paysanne elle-même. Puisqu'à la campagne, outre une masse de paysans moyens, nous avons à un pôle le koulak, et à l'autre pôle les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, il est évident que la question — et nos tâches — n'en est que plus compliquée.

Si aujourd'hui, nous étions forts au point de pouvoir immédiatement, ces toutes prochaines années, mener à bien entièrement nos projets d'électrification ; si nous avons des ressources économiques tellement considérables que nous soyons en mesure, à court terme, de porter les exploitations paysannes, notamment celles des paysans pauvres, à un niveau extraordinairement élevé de bien-être matériel ; si dès aujourd'hui nous étions si forts que nous puissions dès ces prochaines années regrouper en coopératives, grâce à l'excellent travail des appareils de ces coopératives, l'immense majorité de la paysannerie ; si nous étions suffisamment forts pour que notre industrie d'Etat puisse satisfaire totalement la demande en produits industriels émanant de la population agricole, il est tout à fait évident que dans un très proche avenir nous serions en mesure de détourner l'écrasante majorité, sinon la totalité de la paysannerie moyenne de la voie capitaliste pour l'engager dans une voie non capitaliste, autrement dit socialiste de développement. Mais — et il faut le souligner de un, deux et trois traits — nous n'en sommes pas encore là, et c'est pourquoi au cours des prochaines années nous assisterons à la campagne à un essor des éléments capitalistes, d'une part, et à un essor de la paysannerie moyenne et du prolétariat agricole, d'autre part. En second lieu, nous ne serons pas en mesure — il ne faut se faire

aucune illusion à ce sujet — d’engager l’ensemble de la paysannerie moyenne dans une voie non capitaliste.

C’est pourquoi, à court terme, la paysannerie moyenne s’engagera simultanément dans deux voies : il y aura incontestablement, parallèlement à la création des coopératives de paysans socialistes, un processus contradictoire : une décomposition capitaliste du paysan moyen, qui se divisera en deux flancs sociaux extrêmes : le koulak d’une part, le paysan pauvre, le prolétaire et le semi-prolétaire d’autre part.

Notons que cette spontanéité du développement petit- bourgeois ne nous est pas favorable, parce que les conditions de l’économie marchande nourrissent une tendance visant à séparer les petits capitalistes, les koulaks de la masse paysanne. Nous ne pourrions détourner la grande masse de la paysannerie d’une voie de développement capitaliste pour l’engager dans une voie de développement socialiste que si nous sommes en mesure d’assurer l’intervention de notre ville prolétarienne, de mettre en action des leviers de plus au moins puissants de la dictature du prolétariat, des organismes économiques, de notre industrie, de tous nos leviers de commande, et uniquement si nous nous opposons au développement de la spontanéité petite-bourgeoise.

Il est tout à fait naturel que dans un premier temps cette stratification, même de la paysannerie moyenne, ira s’accroissant, et que les contradictions que nous connaissons aujourd’hui à la campagne (or, à la campagne les koulaks sont bel et bien une réalité) s’exacerberont. Voilà pourquoi, dans toutes nos prises de position, dans les discours de tous les camarades responsables, des partisans de la majorité du congrès et des décisions du parti, et notamment dans toutes mes prises de position personnelles, nous avons tous souligné et nous soulignons qu’aujourd’hui la lutte de classe à la campagne ne manquera pas de s’exacerber¹¹.

Cela signifie, d’une part, que le koulak est une réalité aujourd’hui, tout comme il y a de larges couches de paysans pauvres, mais que, d’autre part, le paysan moyen s’engagera dans deux voies : l’une capitaliste, qui implique une stratification, une bipolarisation sociale ; l’autre socialiste, qui est la nôtre, par le biais des coopératives qui se développent sous l’influence de notre industrie socialiste. Voilà donc ce dédoublement des voies que nous connaissons sous les formes les plus diverses, sur les fronts les plus divers de notre économie et de notre lutte politique à la campagne.

Cela se traduira par le fait qu’une partie de la paysannerie moyenne en plein essor recourra de plus en plus au travail salarié, autrement dit tendra à générer des petits capitalistes et des koulaks. On verra donc s’affirmer des formes cachées de transformation d’une partie des paysans moyens aisés, en koulaks. Mais des formes d’un type tel que les paysans moyens les plus forts ayant amassé des richesses, qui ont acquis des machines, les loueront aux paysans moyens moins puissants, et aux paysans pauvres, et exploiteront ainsi, sous une forme cachée, d’autres couches de la paysannerie. Cela se traduira par le fait que ces éléments, devenus des koulaks, tâcheront d’infiltrer les coopératives, ouvertement ou discrètement, pour y occuper, vraisemblablement, des postes de direction, bien qu’il soit interdit aux koulaks d’être à la direction des coopératives, etc.

Ainsi donc, la lutte entre les formes économiques ouvertes et cachées, la lutte entre l’exploitation privée et les coopératives, et même, en un certain sens, les affrontements au sein des coopératives mêmes montreront qu’il y a lutte entre les principes capitalistes et notre principe ; deux routes s’entrecroiseront, qui sont aujourd’hui inévitables, deux orientations qui ne peuvent manquer de s’affronter. La lutte prendra des formes très diverses, parfois monstrueuses. Nous devons le voir clairement et le comprendre. Mais, camarades, cette bigarrure, cette complexité des rapports n’impliquent nullement que nous devions abandonner, croiser les bras. Non, nous devons avec une énergie redoublée, triplée mettre toute notre puissance organisatrice dans la balance du développement des coopératives socialistes face aux orientations du développement capitaliste privé. C’est en renforçant l’industrie d’Etat, en consolidant nos leviers de commande et nos ressources économiques de l’Etat prolétarien que nous serons en mesure d’exercer une pression croissante sur l’un des plateaux de la balance, d’y mettre de plus en plus de poids, avec la perspective, de pouvoir peu à peu réduire les chances du capitalisme et accroître progressivement celles de la victoire de l’orientation socialiste sous réserve d’une politique juste, sous réserve d’une unité de notre parti, sous réserve d’une bonne politique agricole.

Maintenant, camarades, j’en viens à une question plus concrète concernant la lutte contre les éléments capitalistes dans l’économie, à partir de ce que j’ai déjà exposé dans la première partie de mon rapport. Les camarades de la nouvelle opposition considèrent — la discussion l’a montré avec une particulière clarté dans l’argumentation de Vardine (dans les pages de la *Pravda de Leningrad*)¹² — que nous nous laissons trop absorber par la question du paysan moyen, alors que le danger principal vient du koulak. Dans toutes les conférences régionales du parti, camarades, j’ai dit que je considérais ce point comme extrêmement important, et je vous demande de ne pas me reprocher de réitérer ici certains des arguments que j’ai déjà énoncés lors de ces conférences. Les camarades qui opposent à l’objectif qui consiste à gagner à notre cause le paysan moyen un autre objectif qui est de combattre le koulak simplifient et ne comprennent pas la réalité. En quoi consistent cette simplification et cette incompréhension ? Le koulak leur apparaît, à la campagne, comme une force qui fait pression, une force politique et économique qui grandit d’elle-même. Pourtant, cette idée est

11 Tout en notant la possibilité d’une exacerbation de la lutte des classes, Boukharine récusait résolument toute politique devant aller dans ce sens. (*La nouvelle politique économique et nos tâches*).

12 La *Pravda de Leningrad*: quotidien, organe du Comité régional et du Comité de ville du PC. Son premier numéro est paru le 16(3) mars 1918.

tout à fait fausse. Il faut s'en défaire pour pouvoir combattre comme il convient le koulak. Qui a vécu à la campagne, entretient avec elle des liens, ou a lu quelque chose sur ce qui se passe à la campagne sait parfaitement que le koulak est pour nous dangereux non pas en lui-même, mais par le rôle qu'il joue par rapport au paysan moyen. Lorsqu'on cherche à nous effrayer en brandissant la poussée des koulaks, on aligne ordinairement les exemples sans en comprendre le sens. On nous dit, par exemple, que dans les stanitsas cosaques du sud, lors des réélections aux Soviets, le koulak s'est en plusieurs endroits porté au plus haut degré de la hiérarchie soviétique et a conquis un certain nombre de positions politiques dans les organisations des Soviets ; qu'il maîtrise l'appareil soviétique de base et continue à grimper l'échelle. Y a-t-il les cas de ce genre ? Oui. Sont-ils dangereux pour nous ? Oui. Faut-il combattre le phénomène ? Oui. Mais je vous pose cette question : comment le koulak a-t-il pu s'infiltrer dans ces mêmes Soviets alors qu'il constitue une infime minorité du monde rural ? Comment ? Répondez, je vous prie, à cette question franchement et sans détour. Comment se peut-il que malgré notre législation, malgré tous les désirs et tous les efforts de notre parti, de nos organismes économiques et autres en vue d'isoler le koulak, ce dernier a quand même pu s'infiltrer jusqu'à ces positions ? Raisonçons froidement, sans estomper les rapports et les contradictions réels. Il a pu le faire parce qu'il a eu les suffrages du paysan moyen, et sans doute aussi du paysan pauvre.

Se pose ensuite la question de savoir comment et pourquoi le paysan moyen, et parfois même le paysan pauvre ont voté pour le koulak. Comment cela a-t-il pu se produire ? Lorsque nous aurons posé et résolu cette question, alors nous comprendrons comment il faut combattre le koulak. Ce phénomène recèle ordinairement ceci : dans un village, une stanitsa où quelque part ailleurs nous avons une coopérative, qui est la nôtre, mais il y a aussi un marchand koulak privé. Mais la coopérative a une activité commerciale lamentable, contrairement au koulak. Dans notre coopérative, il n'y a pas de chaussures, alors qu'il y en a chez le koulak. Nos organismes d'Etat ont lamentablement organisé les achats de céréales, contrairement au koulak, ou au négociant en gros. Notre coopérative ou notre association de crédit, ou n'importe quel autre organisme est à court d'argent, tandis que le koulak, bien que percevant des taux d'intérêt usuraires, offre malgré tout un crédit.

Ces phénomènes sont loin d'être isolés, notamment si l'on considère le gaspillage dans les coopératives, l'irresponsabilité de leurs dirigeants, le fait que les masses sont bien peu incitées à participer aux organismes coopératifs. Dans de telles conditions, le paysan moyen voit dans le koulak un père bienfaiteur, pour s'exprimer comme au bon vieux temps, qui, bien que le dépouillant de tout, lui donne malgré tout quelque chose, tandis que nous, nous le nourrissons de bons décrets, de merveilleux discours sur Chamberlain, sans pratiquement rien lui donner. Il ne fait aucun doute que dans de telles circonstances il y a alliance économique de fait entre le koulak et le paysan moyen, faute qu'elle existe entre ce dernier et nous. Si le koulak a conquis *économiquement* à ses idées le paysan moyen, il a, par là même, gagné *politiquement*.

Si nous, autrement dit l'Etat prolétarien et les organismes qui dépendent de nous, faisons un mauvais commerce avec le paysan moyen, nous le repoussons vers le koulak ; si nous menons mal la bataille économique pour le paysan moyen, nous le repoussons vers le koulak ; si nous organisons mal les coopératives, nous le repoussons vers le koulak ; si nous dépensons trop d'argent dans les coopératives, nous le repoussons vers le koulak ; si nous ne mettons pas un terme aux tracasseries administratives dont souffre le paysan moyen, nous le repoussons vers le koulak ; si nous n'arrivons pas à mettre en place en temps opportun une alliance économique et politique avec le paysan moyen, nous le repoussons vers le koulak.

J'affirme — et nul ne pourra me dire le contraire — que la grande force du koulak, le grand danger qu'il représente c'est précisément ce bloc éventuel qu'il peut constituer avec le paysan moyen ; c'est son hégémonie, autrement dit son rôle dirigeant dans ce bloc. D'où, de toute évidence, la directive principale pour notre parti : le grand moyen de combattre le koulak, c'est de reconquérir sur le koulak les couches moyennes de la campagne. Voilà précisément quelle doit être la ligne stratégique de notre lutte contre le koulak. Et les camarades qui, par naïveté, opposent à cet objectif qui est de batailler pour le paysan moyen un autre objectif qui serait de combattre le koulak ne comprennent absolument pas qu'il n'y a pas de meilleur moyen d'aider le koulak, pas de meilleur moyen d'aider les éléments capitalistes à la campagne que de laisser le paysan moyen échapper à notre influence, que de négliger ce problème qui consiste à reconquérir le paysan moyen, de rejeter au second plan cet objectif économique.

Il est évident que lorsque nous avons en face de nous un adversaire de classe — or le koulak est un adversaire de classe dangereux, — nous devons tirer sur lui à boulets rouges, en utilisant tout les moyens à notre disposition. Parmi ces moyens, il en est un essentiel : la lutte pour le paysan moyen. Cela, personne ne peut le contester, du moins si l'on prend en compte les rapports des forces de classes telles qu'ils existent de fait à la campagne, et si l'on se donne la peine de comprendre la vie, la vie économique, dans son essence qui n'a rien de simple, qui est au contraire extrêmement complexe.

Je passe maintenant, camarades, à un autre pôle de la vie et de l'économie rurale : l'exploitation du paysan pauvre, et j'aborderai la question de l'aide au paysan pauvre. Je me permettrai de vous rappeler qu'à propos du koulak et de l'aide à la paysannerie pauvre les camarades de l'opposition n'ont formulé aucune proposition complémentaire à celles qui ont été énoncées par la majorité du CC et adoptées au plénum d'octobre du CC, pour être ensuite approuvées par notre congrès du parti. Plus généralement, en ce qui concerne les propositions concrètes, la nouvelle opposition a été tout autant indigente à en faire qu'elle a été prolixe à pousser les hauts cris et à faire des bruits au sujet de la position

de la majorité du CC et du congrès du parti.

Mais, camarades, dans nos conditions ces méthodes — les cris et le bruit — sont d'un bien piètre secours pour faire la lumière sur la réalité de fond des questions les plus sérieuses, les plus responsables qui se posent à notre parti. A l'heure où il faut aider la paysannerie pauvre, il faut s'interroger d'abord sur les modalités de cette aide, et se demander, où en trouver les moyens. C'est comme ça qu'un parti qui répond de ses promesses, qui répond des mots d'ordre qu'il lance, qui répond de la politique qu'il esquisse dans ses résolutions se doit de poser la question. Or, en l'espèce, camarades, il faut souligner que le fond de la question tient précisément à la recherche des ressources matérielles, et à rien d'autre.

On ne résoudra rien en tenant le plus grand nombre de discours possibles sur l'aide à la paysannerie pauvre, ou bien en criant à pleine gorge que la paysannerie pauvre vaut bien mieux que le koulak ; et ce n'est pas en assénant des vérités élémentaires du genre deux fois deux font quatre, ou bien le cheval mange de l'avoine, ou encore la Volga se jette dans la Caspienne, qu'on y parviendra. Toute la question consiste à savoir où trouver les ressources pour aider effectivement les exploitations de paysans pauvres, pour permettre aux sociétés mécaniques de paysans pauvres d'acheter un tracteur, pour donner les moyens aux paysans pauvres d'acheter des chevaux, pour octroyer les crédits nécessaires à l'achat de semences, pour aider tel ou tel groupement coopératif à s'organiser et à se développer.

Et puisqu'il faut répondre à cette question, camarades, il faut aussi envisager les questions de notre politique économique en général. A la XIV^e conférence du parti¹³, nous avons pris la décision de développer plus avant les échanges commerciaux. Nous l'avons prise pour assurer des rythmes accrus de l'accumulation dans notre industrie socialiste. Nous développons les échanges pour apporter par ce biais au Trésor de l'Etat un surplus d'argent. Nous développons le commerce de façon à pouvoir obtenir un surplus d'argent par le biais d'une politique fiscale qui vient frapper les éléments capitalistes en plein essor. Nous faisons tout cela pour être en mesure, tout en accroissant nos ressources financières, de promouvoir plus avant l'accumulation dans notre industrie socialiste d'une part, et pour aider, non en paroles mais dans les faits, grâce à des ressources matérielles, les exploitations des paysans pauvres, et cela dans des proportions croissantes, sous des formes qui permettront de promouvoir des principes économiques collectivistes, appelés à se substituer aux vieux principes de l'économie privée, individualiste. Voilà comment nous posons la question.

Et si les nouveaux prophètes de la nouvelle opposition nous fournissaient de quelconques recettes, pour savoir où nous procurer ces ressources supplémentaires, s'ils nous indiquaient les sources particulières d'obtention de ces ressources, s'ils nous ouvraient non pas des trésors de sagesse oppositionnelle, mais les trésors de ces moyens matériels supplémentaires, non seulement nous ne consentirions pas à voter pour notre point de vue, mais nous porterions au pinacle toute l'opposition. Mais tout le problème est qu'ils n'ont aucunes réserves, sinon une immense réserve de production verbale, nuisible et inutile.

Lorsque nous posons la question de la lutte contre les koulaks nous affirmons : le principal moyen de les combattre, qui, s'il est judicieusement employé, résoudra les choses en notre faveur, c'est de gagner le paysan moyen à la cause du prolétariat. Mais s'il faut parler de l'aide à la paysannerie pauvre, le principal moyen est pour nous d'accélérer les rythmes des échanges et de nous procurer des ressources financières supplémentaires par un essor économique général, stimulé par les décisions de la XIV^e conférence du parti. Et puisque nous parlons des formes de lutte, nous déclarons que le centre de gravité aujourd'hui de notre point de vue, est dans la lutte économique, dans le fait de pouvoir opposer au propriétaire privé une coopérative bien huilée ; il est dans l'aide matérielle de notre Etat, dans une politique de crédit bien définie, dans la protection syndicale des ouvriers agricoles contre le koulak ; mais cette lutte, on la mène à la fois en recourant au Code du travail, par une législation fiscale qui nous permet d'exproprier une partie des revenus des groupes capitalistes, par une activité de notre parti en vue d'organiser les paysans pauvres dans la lutte politique lors des réélections aux Soviets ; enfin, en occupant des postes de commande dans les coopératives, etc.

Pour faire un premier bilan de mon rapport, je dois noter que si nous avons développé le commerce à la campagne, promu la nouvelle politique économique à la campagne, nous n'avons pas encore obtenu des quantités significatives de ressources supplémentaires, et nous n'observons pas de résultats sensibles du développement des échanges commerciaux. Tout comme, après avoir accompli de grandes manœuvres en passant du communisme de guerre à la nouvelle politique économique nous avons accru les ressources matérielles non dans les premiers mois de la nouvelle politique économique, mais plus tard, de même aujourd'hui nous ne récolterons ce que nous avons semé qu'au bout d'un certain temps.

C'est compte tenu de ces perspectives que nous avons pris un certain nombre de décisions à la XIV^e conférence du parti. Et lorsqu'à la suite de la politique générée par ces décisions nous verrons grossir notre accumulation socialiste, lorsque nous aurons accumulé bien davantage de ressources matérielles, alors nous pourrons bien davantage aider les exploitations de paysans pauvres, faibles ; alors nous créerons non en paroles mais dans les faits un puissant

13 La XIV^e conférence du parti s'est déroulée du 27 au 29 avril 1925 à Moscou. Les principales questions ayant fait l'objet des travaux de la conférence ont été celles concernant le sort du socialisme en URSS. Cette conférence a examiné la question des deux aspects (interne et international) du problème. Elle s'est résolument opposée à Trotski qui affirmait l'impossibilité de construire le socialisme dans un pays sans l'aide d'Etat du prolétariat européen vainqueur.

contreponds au processus de différenciation à la campagne. Car nous ferons de cette exploitation aujourd'hui en état de paupérisation une exploitation en plein essor économique. Et ce n'est nullement utopique. Ce ne sont nullement des espoirs irréalisables. Mais, camarades, si nous ne clamons pas cela à pleine voix dans tout le pays, si nous ne distribuons pas les promesses à droite et à gauche par milliers et dizaines de milliers, c'est tout simplement parce que nous avons conscience de notre responsabilité. Il ne nous sert à rien de jouer aujourd'hui certain héros d'une comédie de Griboïedov qui dit : « Nous faisons du bruit, frères, nous faisons du bruit ». Non, mieux vaut faire moins de bruit et agir davantage.

Attendons, soyons patients, jusqu'à ce que la situation économique se redresse ; attendons d'avoir accumulé certaines ressources grâce à une politique juste ; n'allons pas distribuer les promesses à droite et à gauche. Quand nous aurons quelque chose à donner, alors nous le donnerons. Tout comme depuis quelque temps nous avons procédé à un certain nombre d'allègements en matière de fiscalité agricole, peut-être sans avoir parfois tout bien calculé, nous nous attacherons à promouvoir des initiatives du même ordre en faveur des exploitations de paysans pauvres, mais cela lorsque, plutôt qu'une politique hystérique, nous aurons adopté une politique juste, très précisément calculée et que nous disposerons pour ce faire des ressources indispensables.

Voilà comment se pose le problème de la différenciation de la paysannerie, camarades. Plus généralement, ce processus de différenciation, de stratification de la paysannerie ne peut en soi être aussi rapide qu'il est dans les pays capitalistes. Il ne le peut parce que nous avons un pouvoir prolétarien, et que nous aidons le paysan moyen et le paysan pauvre ; il ne le peut parce que la terre ne participe plus aux échanges, elle a été nationalisée. Or, la nationalisation de la terre c'est un certain facteur, un phénomène déterminé faisant entrave à un essor de l'exploitation des koulaks, qui n'est possible que lorsqu'il y a achat et vente libres de la terre. Si l'on pouvait acheter et vendre librement la terre, les riches, naturellement, achèteraient les parcelles les unes après les autres, s'enrichiraient, et nous verrions alors germer et se consolider de nouveaux grands propriétaires fonciers. Nous avons des leviers de commande, nous avons des coopératives de plus en plus fortes, c'est pourquoi le processus de différenciation ne peut être aussi rapide que dans les pays capitalistes.

Dans un premier temps, il s'exacerbera pour les raisons que j'ai déjà évoquées, pour cesser ensuite. Mais lorsque nous aurons la puissance économique nécessaire dans les domaines clés, alors nous pourrions résolument engager la grande masse des exploitations paysannes dans une voie de développement socialiste. Ça, c'est pour l'avenir, même s'il n'est pas très éloigné ; pour l'heure, il y a exacerbation des rapports de classe à la campagne, c'est pourquoi notre véritable politique à la campagne, notre politique générale consiste, puisque nous sommes conscients de cette différenciation croissante, à mettre en mouvement tous les moteurs économiques et politiques sous la direction des leviers de commande prolétariens, sous la direction de notre classe, sous la direction de notre parti.

J'ai parlé à l'instant d'un processus de différenciation de la paysannerie et des perspectives du développement socialiste. Je passe maintenant à un autre chapitre, et plus précisément à celui de leviers de commande et de la classe ouvrière elle-même. La classe ouvrière s'appuie sur ses leviers de commande économiques et politiques et sur toute la puissance de son organisation interne. De tous les leviers de commande économiques, c'est notre industrie d'Etat qui joue le plus grand rôle. Le levier de commande politique, c'est au premier chef notre parti. Dans la lutte extraordinairement complexe que la classe ouvrière doit mener dans notre pays, dans un contexte tel que les difficultés et les forces qui nous sont hostiles grandissent, il est indispensable d'assurer à tout prix notre cohésion, de consolider les forces de la classe ouvrière elle-même. C'est sous cet angle, camarades, qu'il faut envisager un certain nombre de points de vue développés par notre opposition.

Pour pouvoir appliquer la politique qui convient, camarades, pour riposter à toutes les pressions petite-bourgeoises, il faut que notre classe assure sa cohésion totale. Pour cela il est indispensable que la classe ouvrière et le parti aient l'assurance, au moins élémentaire, qu'en bâtissant ce que nous bâtissons aujourd'hui, nous poursuivons l'œuvre de la révolution socialiste. Si nous consolidons aujourd'hui l'industrie, si nous mettons en place un bon commerce coopératif, n'oublions pas qu'ainsi nous poursuivons l'œuvre de la révolution socialiste. Beaucoup sont incapables de le comprendre.

Quelle est la voie de la révolution socialiste ? Faire une révolution socialiste c'est, premièrement, renverser la bourgeoisie ; c'est, deuxièmement, construire un Etat prolétarien ; c'est, troisièmement, donner un coup de grâce à la bourgeoisie et, quatrièmement, l'exproprier ; c'est, cinquièmement, construire une société sur des principes nouveaux, et dans cette lutte, promouvoir notre ligne, même lentement, mais avec esprit de suite, sans faille, en modifiant les rapports de production dans le pays, en les remodelant dans l'esprit du socialisme.

Qu'est-ce que la période de construction que nous connaissons aujourd'hui ? C'est une étape de lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour le socialisme, consécutive à l'affirmation de la dictature. Et lorsque les camarades de l'opposition tiennent aujourd'hui, à propos de cette œuvre édifiatrice, des discours qui sapent toute foi dans cette œuvre, c'est objectivement une entrave pour la révolution socialiste de la classe ouvrière, même si certains camarades n'en ont pas conscience. Notre parti et la classe ouvrière ne peuvent poursuivre dans la tranquillité et l'assurance ce travail, ils ne peuvent poursuivre la révolution socialiste si l'on répand dans leurs rangs l'idée que dans notre pays arriéré nous ne sommes pas en mesure techniquement de faire face aux tâches de notre révolution.

Lorsque nous accusons les camarades de l'opposition de mal poser la question de l'édification du socialisme dans notre pays, de quoi les accusons-nous et contre quoi jugeons- nous utile de lutter ? Nous jugeons qu'il faut résolument

combattre une idée formulée par le camarade Kamenev et le camarade Zinoviev en réunion du Bureau politique : l'idée que notre retard technique causera notre perte si nous n'obtenons pas en temps voulu l'aide économique du prolétariat vainqueur de l'Europe occidentale. Cela nous vaut l'accusation d'étroitesse nationale, mais ce reproche n'aurait quelques fondements que si nous disions que, d'une façon générale, nous tiendrions seuls dans n'importe quelles conditions. Voilà qui serait faux, voilà qui serait de l'étroitesse nationale.

Il n'était pourtant pas question d'étroitesse nationale lorsque nous avons conduit les masses sur les barricades d'Octobre, fût-ce dans un seul pays. Nous défendons un point de vue léniniste authentique si nous affirmons que malgré notre retard technique, bien que nous ayons une paysannerie nombreuse, bien que notre technique et notre économie accusent un trop grand retard, nous pouvons malgré tout pas à pas construire le socialisme et nous poursuivrons cette œuvre jusqu'au bout, sous réserve de ne pas être empêchés par l'intervention armée des puissances capitalistes.

La question se pose ainsi. Si nous imaginons un instant qu'il n'y ait aucune puissance capitaliste autour de nous, nous effondrerions-nous ou pas ? A quoi nous répondrions : non, nous construirions tout jusqu'au bout. Mais nous ne vivons pas dans un espace vide, nous vivons dans l'entourage de puissances capitalistes. Peuvent-elles triompher de nous par la force des armes ? Oui, répondons-nous. Par conséquent, pouvons-nous dans la réalité des choses renoncer à notre option en faveur de la révolution internationale ? Non, nous ne le pouvons pas. La révolution internationale est la seule garantie que nous ne serons pas écrasés par les puissances capitalistes. Mais pouvons-nous en conclure que notre retard économique et technique nous conduira à notre perte ? C'est une autre question, disons-nous, et celui qui tient de tels propos sème la défiance envers nos forces constructives, envers la puissance interne de notre classe ouvrière ; celui-là doute qu'elle soit à même de diriger la paysannerie. Celui-là est en complète contradiction avec Lénine.

Si nous n'avons pas l'assurance que nous avons suffisamment de forces internes pour construire le socialisme, alors il ne servait à rien de bâtir les barricades d'Octobre ; alors les mencheviks avaient toute raison de dire que dans un pays aussi arriéré que la Russie, il ne valait pas la peine d'entamer une révolution socialiste. Alors le camarade Trotski avait raison d'affirmer que sans l'aide du prolétariat vainqueur de l'Europe occidentale, nous ne manquerons pas de nous heurter au moujik, qui nous renversera inmanquablement.

Certains de nos camarades, qui disputaient contre Lénine de février à octobre de 1917, partaient exactement du même présupposé, à savoir qu'il y avait dans notre pays suffisamment de forces internes pour mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise, mais insuffisamment pour engager la lutte en faveur du socialisme. Le parti a riposté à l'époque à ces fluctuations idéologiques. Mais si, en l'espèce, nous sommes en présence d'une certaine sous-estimation de nos forces, nous ne pouvons nous flatter d'avoir accompli tout ce que nous voulions. J'ai tenté, tout au long de ce rapport, d'expliquer que nous avions des goulets d'étranglement. Je ne les ai pas cachés, mais quel sens y a-t-il à dire que nous n'avons de forces que pour autant qu'elles existent ? Cela revient à nous miner nous-mêmes, par un autre bout, à scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Je m'arrêterai très brièvement maintenant à la question du rôle de la NEP. Voilà une question, camarades, où nous affichons des divergences avec l'opposition, essentiellement parce que celle-ci ne comprend pas que la NEP n'est pas seulement un recul. Comme vous le savez parfaitement, dans sa brochure le camarade Zinoviev a défini la NEP uniquement comme tel. Nous aussi nous considérons que c'est un recul. Mais désormais, nous avons lancé l'offensive contre les capitalistes dans notre pays sur les rails de la nouvelle politique économique et non pas sur ceux d'un retour au communisme de guerre, parce que les succès de l'édification du socialisme ne sont rien d'autre que notre offensive sur les rails de la nouvelle politique économique.

A la conférence du parti de la province de Moscou, j'avais pour la première fois posé cette question à propos du capitalisme d'Etat, sur lequel je reviendrai un peu plus loin. J'avais alors déclaré — et nous en avons la confirmation totale aujourd'hui — que si nous interprétions mal la NEP, si nous tenions des propos erronés au sujet du capitalisme d'Etat, nous excluons par là même toute possibilité d'éduquer comme il convient les nouvelles couches de la classe ouvrière, et plus particulièrement la nouvelle jeunesse ouvrière ; ce qui revenait à saper les forces idéologiques et organisationnelles de notre classe.

Je vais vous lire maintenant quelques extraits d'une lettre écrite par un jeune ouvrier. Une lettre hardie, signée et tout, pour illustrer à quel moulin notre opposition verse de l'eau. Cette lettre s'intitule : « Que faire ? Ne faut-il pas jouer les nerfs ?... » Ne riez pas. Vous verrez que cela n'a rien de drôle. Vient d'abord le nom, le prénom, la date de naissance : 1909 (un tout jeune homme, puisqu'il n'a que 17 ans). Puis il décrit ses études à l'école, les difficultés qu'il a dû affronter, sa difficile condition matérielle ; il décrit ses péripéties dans nos organismes bureaucratiques, puis il y a ces lignes : « Ne devrais-je pas jouer les nerfs, et ne sera-ce pas préjudiciable à mon objectif fondamental, qui est d'instaurer la dictature du prolétariat ? Ce n'est évidemment pas un objectif en soi, mais l'instaurer sur la Terre entière, et immédiatement ? » Puis il explique le cheminement idéologique qui l'a conduit « à cette vie-là ». « Voilà, dit-il, en deux mots comment j'en suis arrivé là ». Il écrit :

« Les bolcheviks ont renoncé à promouvoir une ligne de classe. L'époque du «communisme de guerre» était celle de dictature du prolétariat, mais au X^e congrès¹⁴ on a substitué à la dictature du prolétariat une dictature

14 Le X^e Congrès du PC(b)R s'est tenu du 8 au 16 mars 1921 à Moscou, sous la direction de Lénine. Il a pris la décision de remplacer

démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Cette substitution a été parachevée à la XIV^e conférence du parti, et il ne s'agit maintenant que de donner une appellation. Les bolcheviks continuent à dire de la situation actuelle que c'est la dictature du prolétariat, ce qui n'empêche pas certains d'entre eux de nous proposer de parler, plus vaguement, de « direction du prolétariat », sous prétexte que cela ne plaît pas beaucoup à la paysannerie. A mon sens, les bolcheviks auraient pu maintenir la dictature du prolétariat non en introduisant la NEP, ce qui s'est passé au X^e congrès, mais en déclarant une guerre révolutionnaire à l'impérialisme international (bien entendu, une défaite était possible, mais sans risques on ne peut songer parvenir au communisme : « il faut jouer son va-tout »). On a beaucoup parlé de la guerre révolutionnaire lorsqu'il s'est agi de résoudre la question de la paix de Brest-Litovsk, et Lénine, favorable à sa conclusion, disait : « Il faut absolument en finir avec la bourgeoisie, et pour cela, il nous est indispensable d'avoir les mains libres. Ceci fait, nous libérerons nos deux mains, et alors, nous pourrons mener une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme mondial »¹⁵. En 1921, voilà la bourgeoisie étranglée, mais les bolcheviks, oublieux de la guerre révolutionnaire, donnent dans l'édification pacifique et ils pensent naïvement que cette édification pacifique — accompagnée de concessions quotidiennes aux nepmen, aux koulaks, à l'initiative privée — aboutira au socialisme.

A bas l'édification pacifique, vive la guerre révolutionnaire !

Vive la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale !

Vive le communisme ! »

(Suivent une signature et une adresse).

Il ne manque pas d'audace, ce jeune homme, c'est vrai. Mais à franchement parler, il a tout bien réfléchi, bien davantage que certains camarades de l'opposition. Je vais vous dire pourquoi. Car enfin, imaginez une situation comme celle-ci. Quelqu'un étudie d'après la brochure de Zinoviev *Le léninisme* et à toutes les pages, que j'ai très précisément énumérées dans mon discours au congrès du parti, il lit que la NEP est une succession de reculs. Si depuis 1921 nous ne faisons rien d'autre que reculer, si ce recul consiste en concessions croissantes, il est donc tout à fait naturel qu'au cours de cette période nous n'ayons rien obtenu, sinon une série noire de reculs. C'est bien clair. Alors, il est tout à fait clair aussi que si l'on relie ce recul à notre arriération technique, il s'ensuit que nous nous traînons à grand-peine et que, ce faisant, nous ne cessons de reculer, nous ne cessons de faire des concessions au capitalisme. Où est alors la construction du socialisme ?

Ceci s'articule parfaitement avec une autre question : celle du capitalisme d'Etat dans notre industrie d'Etat.

Car si notre industrie est socialiste, on voit s'estomper le mirage d'un recul général et permanent, parce que nous pouvons observer un essor de l'industrie d'Etat socialiste. Mais si nous reculons de façon constante, il est très facile de concilier cette situation avec le fait que notre industrie est non pas socialiste, mais capitaliste d'Etat. Il appert alors que nous avons procédé à l'expropriation de la bourgeoisie, à laquelle nous faisons ensuite concession sur concession : nous avons relevé notre industrie sur des principes non pas socialistes, mais capitalistes ; à la campagne, le koulak redresse les épaules, l'édification du socialisme est impossible à cause de notre retard technique, et nous en arriverons fatalement au moment où nous devons tout abandonner.

Si la NEP, en tant que forme générale de notre politique — dont Lénine disait qu'elle était la seule politique juste du prolétariat — est, à en croire le camarade Zinoviev, un recul très largement pensé et total du bolchevisme, où allons-nous ? Il s'avère alors que nous sommes victimes de notre retard technique. La NEP n'est que recul, nous n'avons fait que reculer durant toutes ces années, l'industrie d'Etat est capitaliste, et puisqu'elle est notre avant-garde, puisqu'elle est une industrie capitaliste d'Etat, tout le reste l'est à plus forte raison. Et ensuite ? Nous n'avons donc qu'une série d'événements négatifs.

Sur quoi repose la dictature du prolétariat ? Il est clair que si sous ce régime l'élément le plus ferme, économiquement parlant, est une industrie d'Etat non socialiste, tout le reste, en tout état de cause, n'est que marais petit-bourgeois. Il est parfaitement naturel que, campant sur ces positions-là, nous n'avons pas un grain du socialisme. Et il est parfaitement évident qu'aucun pouvoir ne peut exprimer une autre nature que celle dans laquelle il se cantonne. Par conséquent, notre propre pouvoir n'est pas la dictature du prolétariat et nous ne faisons que jeter de la poudre aux

les réquisitions (le prélèvement de denrées alimentaires) par un impôt en nature, ainsi que d'assurer une transition du parti de la politique de « communisme de guerre » à la nouvelle politique économique, laquelle avait pour objet de faire participer des millions de paysans à l'édification du socialisme et de créer des fondements économiques de la société socialiste. Le congrès a tout particulièrement centré son attention sur la question de l'unité du parti. Dans une résolution proposée par Lénine « Sur l'unité du parti », il était prescrit de dissoudre tous les groupes fractionnels. Des mesures ont été définies en vue d'étendre la démocratie interne du parti, de restructurer l'action du parti dans le contexte d'une édification pacifique du socialisme. Les travaux du congrès ont fait une large place à la question du rôle des syndicats dans l'organisation de la vie économique. Le congrès a adopté une résolution où étaient définis le rôle et les tâches des syndicats en tant qu'école de gestion, école de management, école du communisme, et des mesures ont été proposées en vue d'étendre la démocratie syndicale. Les décisions du congrès sur la question nationale ont fixé pour tâche de liquider l'inégalité de fait des nations, et ont condamné les déviations nationalistes.

15 V. Lénine : *Œuvres*, t. 30, p. 482-483.

yeux des ouvriers. Notre pouvoir est donc un bloc d'économistes en décadence, de thermidoriens¹⁶, pour reprendre l'expression du camarade Zaloutski. Alors des gens qui n'ont aucun lien avec notre parti poussent cette idée à sa fin logique. Que des opinions du genre de celles de la nouvelle opposition soient soutenues par les jeunes ouvriers incapables de penser le problème jusqu'au bout, et que de telles opinions existent cela ne fait aucun doute. Parce qu'à ricaner et à dire : le socialisme ? Qu'est-ce que ce socialisme qui s'appelle l'industrie d'Etat ? Beau socialisme, quand les ouvriers perçoivent un salaire de misère ! Nous crachons sur ce socialisme-là ! La liberté du commerce, la NEP : vous criez que vous allez de l'avant, mais vous- mêmes reculez à grands pas ; puis vous dites que la liberté du commerce sert le socialisme ? Elle ne sert rien du tout, c'est du capitalisme...

Si l'on tient de tels propos, nous n'avons effectivement rien à dire. Alors, il ne reste plus qu'à cracher sur ce pouvoir, sur cette économie, sur ce parti qui s'occupe de vétilles. Voilà quelles conclusions directes découlent de tout cela. Mais si l'on disait : nous avons une industrie d'Etat socialiste, mais pauvre, ce serait juste ; nous construisons le socialisme, mais nous avons des tâches difficiles, ce serait juste ; nous avons dans l'ensemble des coopératives engagées dans la voie du socialisme, mais là encore les difficultés sont immenses : ce serait juste. Mais si l'on dit que le CC est thermidorien — or, les thermidoriens étaient des contre-révolutionnaires qui, après la révolution bourgeoise française ont accompli un coup d'Etat contre- révolutionnaire — c'est absurde. Si le CC est thermidorien, autrement dit contre-révolutionnaire, si nos principaux cadres du parti ont changé de nature, notre parti ne vaut pas grande chose, et il nous conduit dans la voie de thermidor, qui ne vaut absolument rien. Pour ma part, je pense que certains camarades ont beaucoup trop lu les journaux des gardes-blancs, et ont pris peur de ce qu'ils ont lu, ils ont pris peur de ce que nos adversaires disent de nous, au point même qu'ils se sont mis à croire à ce que ceux-là écrivent. Ce sont là des choses que l'on ne peut admettre.

En l'espèce, camarades, il est parfaitement clair que nous devons combattre ce genre de déviations. Nous savons qu'il y a énormément de choses qui ne vont pas chez nous, nous savons qu'il existe une tendance à la dégénérescence, jusque chez les responsables économiques et dans la bureaucratie du parti. Mais rien ne sert d'exagérer : ces phénomènes doivent être combattus rationnellement. C'est comme ça que nous posons la question. Je pense que lorsque les représentants de la nouvelle opposition entament la foi dans l'édification du socialisme, instillent des idées parfaitement fausses sur les principes de notre politique, ils sapent la confiance envers nos leviers de commande économiques, ils sapent aussi la confiance envers notre politique générale, et lorsqu'ils parlent de notre parti, ils sapent aussi les bases du pouvoir politique de la classe ouvrière.

Lorsque Nadejda Konstantinovna évoque Stockholm au congrès du parti, elle sape l'autorité de notre congrès du parti et de toute l'organisation du parti¹⁷. Lorsque le camarade Zinoviev propose un bloc de toutes les fractions et de tous les groupements, autrement dit lorsqu'il viole les principes organisationnels fondamentaux du bolchevisme, il sape les forces de notre parti. Lorsque les camarades dressent le Komsomol contre notre parti, ils sapent l'autorité de la direction du parti, ils nuisent, fût-ce inconsciemment, à la cause de la classe ouvrière et ils aident objectivement tous les koulaks, tous les nepmen, etc. ; ils sapent la foi dans nos leviers de commande économiques et dans les principes généraux de notre politique ; ils sapent les forces de la classe ouvrière lorsqu'ils frappent notre organisation du parti en avançant des raisonnements comme ceux sur le congrès de Stockholm, comme la question du bloc des fractions et des groupes ; des choses comme les fusillades, et l'insoumission aux résolutions du congrès du parti ; des choses comme le fait de monter l'organisation du Komsomol contre notre organisation du parti. En fait, ils mettent tout cul par-dessus tête. Nous lutterons contre cela jusqu'au bout. Car si nous sanctionnons ce prétendu léninisme, en matière organisationnelle et en matière de politique générale, c'en est fini de notre parti.

Je voudrais, camarades, dire encore quelques mots des tâches qui se posent à nous, et plus spécialement à l'organisation du parti de Leningrad. Il me semble que cette conférence doit souligner sa solidarité avec les décisions du congrès du parti. Elle se doit, me semble-t-il, de montrer à tous les communistes de Leningrad que dans l'histoire du parti, à Leningrad, il faut prendre un tournant décisif en direction d'une démocratie interne du parti non pas fallacieuse, mais authentique.

Il me semble, et certains camarades qui sont d'anciens dirigeants de l'organisation de Leningrad voudront bien me le pardonner, que la situation qui régnait ici peut être caractérisée comme un mélange de démagogie et de caporalisme dans l'administration du parti. Il faut comprendre que notre parti est confronté à d'immenses difficultés. Si des questions, des divergences graves surgissent, il faut les analyser à fond. Mais voyez ce qui se passe. Interrogez

¹⁶ *Thermidor* : coup d'Etat contre-révolutionnaire accompli les 27 et 28 juillet 1794 en France, et ayant entraîné la chute de la dictature révolutionnaire démocratique jacobine. Au sens proverbial, ce mot était utilisé par l'opposition pour accuser le parti de dégénérescence.

¹⁷ Boukharine a en vue un discours de N. Kroupskaïa au XIV^e congrès du PC(b)US en décembre 1925. Il s'agit du IV^e congrès (unificateur) du POSDR, qui s'est tenu du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906 à Stockholm. Formellement, deux fractions du parti se sont regroupées : les bolcheviks et les mencheviks. Au congrès, les mencheviks ont obtenu l'avantage parmi les délégués, ce qui a déterminé le caractère des décisions prises sur un certain nombre des questions de la stratégie et de la tactique durant la première révolution russe de 1905-1907. Les bolcheviks, dirigés par Lénine, ont lutté avec conséquence au congrès contre l'opportunisme des mencheviks. La principale question, qui a donné lieu à d'âpres luttes, était celle de la révision du programme agraire. Le projet de programme bolchevique avait été élaboré par Lénine. A la majorité des voix, le congrès a approuvé le programme agraire menchevique de municipalisation de la terre, assorti d'amendements proposés par les bolcheviks.

n'importe quel komsomol de l'opposition ou regroupez les tous et tentez de leur faire subir un petit examen : qu'ont-ils lu, que savent-ils, que comprennent-ils ? Le tableau sera très certainement peu réjouissant.

Un guide quelconque fera un rapport, que l'on répétera partout, à tous les carrefours, mécaniquement, sans même réfléchir, sans creuser à fond toutes les questions qu'il soulève, sans éduquer un sentiment de responsabilité, sans prêter une oreille attentive à tout argument de l'adversaire, sans bien aller au fond des questions, sans savoir écouter les autres, etc. Moins de parade, moins de verbalisme, moins de tape à l'œil, moins de brillant externe, moins d'effet extérieur, mais davantage de travail de fond, de travail accompli de façon plus démocratique. Car chacun comprendra aisément pourquoi un appareil dirigeant de type ancien, à Leningrad, a si rapidement perdu son autorité : ce n'est pas seulement à cause de la venue de nombreux membres du CC (ce qui a eu évidemment sa signification) mais parce que le CC s'appuyait ici sur un mécontentement démocratique de la base du parti face à l'appareil bureaucratique des organisateurs de Leningrad.

Il va de soi qu'il y a des limites à tout, que nous avons le sens de la mesure : nous savons que nous ne pouvons pas franchir d'un bond un immense ravin mais notre option fondamentale, pour ce qui est de l'organisation de Leningrad, doit être approximativement celle-ci : ce que nous avons écrit au secrétaire Ruth Fischer au nom du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la nécessité d'une nouvelle orientation interne du CC du Parti communiste allemand, votre conférence doit l'appliquer à toute l'organisation de Leningrad. Je pense, camarades, que si nous travaillons comme cela, nous obtiendrons des succès peut-être pas très rapides, mais significatifs.

Pour ce qui est de la jeunesse, il faut ici faire preuve du maximum de patience. Il faut évidemment la fouetter pour ce qu'il faut, mais il faut aussi se rappeler que c'est effectivement notre relève et que, malgré tout, il faut être prudent, il faut lutter pour chaque individu, de façon à le regagner à notre cause. Le CC est d'avis que nous ne pouvons gaspiller les hommes, que nous devons les préserver tant que nous avons certaines chances de les préserver pour la cause commune, pour la cause au nom de laquelle nous travaillons, pour laquelle nous vivons et pour laquelle, s'il le faut, nous mourrons. Ce sera un travail très compliqué, qui exigera de nous une attention accrue, des efforts accrus, mais ceux-ci nous seront rendus au centuple non par une cohésion mécanique mais par une cohésion organique des rangs de notre organisation du parti, reposant sur la ferme conviction de la justesse des décisions du congrès du parti. S'il nous faut aujourd'hui endurer certaines difficultés économiques assez sérieuses, et si cela peut générer certaines hésitations au sein de la classe ouvrière et de notre parti, il est indispensable de consolider l'unité des rangs du parti et d'être bien persuadés que la voie que nous avons choisie est juste. Si nous assurons véritablement la cohésion des rangs de notre parti, ce que nous ne manquerons pas de faire, nous surmonterons les difficultés économiques dans lesquelles nous nous débattons à l'heure actuelle (je n'en doute pas un instant), nous redresserons la situation dans quelque temps, et, dans des proportions sans précédent, et grâce à une croissance de notre puissance économique nous impulserons fortement la consolidation de notre influence internationale, de notre influence sur le prolétariat ouest-européen, de notre influence sur la politique extérieure, de notre influence sur un mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux en plein essor.

Il ne faut pas oublier et il faut être persuadés qu'en construisant notre économie socialiste, en consolidant les éléments socialistes dans notre pays nous accomplissons une œuvre majeure dans l'histoire : une révolution socialiste internationale. Nous devons nous rappeler que la consolidation de notre économie, la consolidation de la puissance de la dictature prolétarienne, la consolidation de l'influence de notre parti est l'un des principaux facteurs de croissance du mouvement révolutionnaire dans le monde entier ; c'est là l'un des leviers les plus puissants, et aujourd'hui le levier essentiel du mouvement prolétarien international. Nous devons assurer la cohésion de nos rangs car c'est à cette seule condition d'unité, à cette seule condition d'unanimité de la direction léniniste que nous sommes en mesure d'entraîner à notre suite la classe ouvrière, dans cette situation si difficile.

Vive votre organisation !

Vive tout notre parti !

DISCOURS DE CLOTURE

11 FÉVRIER

Camarades, vous voyez vous-mêmes qu'au fond il ne m'était pas nécessaire de prononcer un discours de clôture, puisque parmi les intervenants il ne s'est manifesté qu'un seul camarade qui ait objecté contre notre ligne. Mais je pense que l'on peut appliquer à son égard cet excellent proverbe russe : « on ne frappe pas un homme à terre ». Mais je parlerai quand même de mes divergences avec mon ami, le camarade Kirov. Nous avons, disait-il, connu une brouille, bien que temporaire. Je dirais que cette brouille n'était pas entre vous et nous, mais avec ceux que l'on pourrait citer en reprenant ces vers : « certains ne sont plus, les autres sont loin ».

Camarades, on m'a fait parvenir une foule de questions par écrit, mais je m'autorise, avec votre approbation massive, à ne m'arrêter qu'à quelques questions, que je juge les plus intéressantes et nécessitant d'y répondre. Les réponses à ces questions constitueront la première partie de mon discours de clôture, dont la plus grande partie sera consacrée à l'analyse de certaines questions de caractère organisationnel que je n'ai pratiquement pas abordées dans mon rapport.

La première de ces questions écrites sur laquelle je souhaite attirer votre attention est toute en formules extrêmement savantissimes, mais son auteur n'est pas suffisamment lettré pour avoir pu la signer lisiblement de son nom. Cela témoigne de ses grandes connaissances, mais de son manque de courage, puisqu'il a honte de signer une question dans laquelle il n'y a rien de criminel, ni de particulièrement répréhensible au plan politique. Sans doute la prudence est-elle une vertu de ce camarade.

Pour être plus clair, je formulerai moi-même les idées et les questions de l'auteur telles qu'elles ressortent de son papier.

Ce camarade dit ceci : dans une brochure de Lénine, et dans ma brochure¹⁸ sur l'économie mondiale et l'impérialisme, il est dit qu'il ne faut pas s'attendre à ce que l'économie mondiale prenne la forme d'un tout organisé. Et il en conclut que sous le capitalisme cette économie est morcelée. Si tel est le cas sous le capitalisme, et si l'on juge possible la victoire du socialisme dans un pays, ce sera d'abord dans un pays, puis dans un autre, puis dans un troisième, et de la sorte on verra se constituer différents socialismes sans aucun lien entre eux. Telle est la première idée de ce camarade.

Je pense que ce raisonnement est faux d'un bout à l'autre. D'abord, il n'y a pas de système économique mondial cohérent. Autrement dit, il n'y a pas d'institution, pas de centre de régulation de l'économie mondiale, à l'instar du camarade Dzerjinsky qui régit notre grande industrie et de même qu'il y a régulation de l'économie de tous les pays capitalistes industriels. Cela n'existe pas et ne peut exister sous le capitalisme. Mais, camarades, cela ne veut nullement dire qu'il n'y a pas de relations économiques entre les différents pays. Ces relations existent en effet, et elles sont la condition première d'une économie socialiste mondiale unique : si à l'heure actuelle il n'existe pas une économie mondiale organisée, il n'en faut pas conclure qu'il n'y a pas d'économie mondiale en général. Ce camarade poursuit en disant que si la victoire du socialisme est possible d'abord dans un pays, puis dans un autre, selon toute vraisemblance les systèmes socialistes des divers pays seront éternellement dissociés, morcelés. Pourquoi cela ? Nous affirmons que le socialisme peut vaincre dans un pays. Mais avons-nous jamais formulé cette idée remarquable et géniale que si nous triomphons dans un pays nous en sommes incapables dans un autre pays ? Et n'est-il pas clair que toute la logique de la lutte des classes à l'échelle internationale aboutira à l'union économique et politique des pays dirigés par une dictature du prolétariat ?

Plus loin, le camarade pose deux questions en une : d'abord, demande-t-il, reconnaissez-vous que sans une révolution internationale il faudra plusieurs décennies au moins pour construire le socialisme dans notre pays ? C'est absolument juste. Si nous construisons le socialisme seuls, sans avoir à subir une intervention directe des pays capitalistes, mais en même temps sans que le prolétariat de l'Europe occidentale nous vienne en aide, il nous faudra plusieurs décennies au minimum pour parvenir au socialisme intégral¹⁹. C'est tout à fait vrai : sans aide, nous avancerons beaucoup plus lentement ; forts de cette aide, plus vite. Par conséquent, dans cette partie de la question, il n'y a rien qui ternisse notre honneur prolétarien. Mais voyons la deuxième partie, dans laquelle ce camarade demande : mais vous, partisans de cette théorie, « ne vous êtes-vous pas posés la question suivante, à savoir que le prolétariat pouvait vaincre dans plusieurs pays capitalistes avant que survienne une révolution internationale universelle ? »

Je suis persuadé que chacun s'est posé cette question, et ce camarade a bien tort d'en douter. Mais cela change-t-il

18 Il s'agit de l'ouvrage de Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme et de celui de Boukharine L'économie mondiale et l'impérialisme*.

19 La thèse des rythmes ralentis de progression vers le socialisme dans le contexte d'un entourage capitaliste est développée aussi dans un certain nombre d'autres travaux de Boukharine (voir par exemple *La voie du socialisme*).

quelque chose ? En fait, bien entendu, avant que nous parvenions au socialisme intégral, il y aura cinq ou dix révolutions. La question n'est pas là. Avons-nous jamais dit qu'il nous faudrait d'abord parvenir au but avant qu'il y ait des révolutions dans les autres pays ? Qui l'a jamais affirmé ? Est-ce là le nœud du problème ? Non. Tout le problème, si la révolution internationale traîne en longueur, est de savoir si nous pourrions progresser vers le socialisme ? Voilà la question. Notre retard économique et technique peut-il nous conduire à notre perte ? Voilà uniquement comment se pose la question. Il est clair qu'il y aura une révolution internationale dans plusieurs autres pays avant que nous parvenions au but. C'est là une vérité absolue. Mais il n'en faut nullement conclure à notre inévitable effondrement, comme l'affirment les camarades Zinoviev et Kamenev, pour des raisons de notre retard technique. Nous disons : si la révolution internationale survient à bref délai, si nous bénéficions rapidement de cette aide, nous avancerons plus vite ; dans le cas contraire, nous progresserons plus lentement, mais nous progresserons quand même et nous construirons le socialisme.

Maintenant, camarades, j'aborderai d'autres problèmes évoqués dans les questions écrites. Je dois avant tout souligner, camarades, que j'ai insisté par deux fois, et peut-être plus, dans mon discours sur le fait que les tâches auxquelles nous sommes confrontés sont à ce point complexes, que nous devons faire perpétuellement preuve de la plus grande prudence. Le moindre faux pas à gauche ou à droite serait une erreur. Les tâches sont colossales et complexes au point qu'il faut toujours tout ramener à de justes proportions pour définir une ligne juste. L'opposition, disons-nous, est très effrayée par l'essor des koulaks. C'est vrai. Mais c'est une erreur que de dire, comme l'un des camarades, un de nos partisans qui est intervenu ici, qui a fait un tout petit faux pas, que le koulak ne présentait aucun danger pour nous. Ce camarade a exagéré, et de tels propos, je le dis franchement, ne sont pas admissibles. Une chose est de dire que l'opposition exagère le danger koulak. C'est juste. Mais affirmer que le koulak ne présente aucun danger ost une erreur, d'où découle instantanément une conclusion pratique : il ne sert donc à rien de le combattre. Ce qui est faux. Dans toutes choses, il faut de la mesure.

Quelqu'un m'écrit que dans certains districts on évoque aujourd'hui l'éventuelle création d'un parti paysan autonome. Un camarade, notre partisan, qui nous soutient, ne sait pas comment répondre. Je vais le faire pour lui. Il n'est évidemment pas question d'accepter un parti paysan autonome. S'il s'en créait un, il nous serait hostile à nous, parti du prolétariat, et cela ne ferait qu'exacerber les relations que nous avons, nous, parti de la classe ouvrière, avec l'ensemble de la paysannerie. Aussi difficile que cela soit, nous devons donc expliquer que si la paysannerie tient à conserver ses acquis révolutionnaires, à conserver la terre, à maintenir une voie juste de développement, la direction de la classe ouvrière est nécessaire. Mais cette direction est impossible sans le rôle que joue notre parti. Tout autre parti, dans notre pays, serait inévitablement en opposition à notre parti et, par conséquent, saperait la dictature du prolétariat. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, et je me contente de ces remarques générales.

Faute de savoir répondre à une question sur le parti paysan, si l'on ignore ou si l'on minimise le danger koulak, comme cela transparait chez l'un de nos camarades, il est naturel d'insister une fois de plus sur ce que j'ai déjà dit dans mon rapport à savoir qu'aujourd'hui, à la campagne, on ne détecte pas toujours le koulak au premier regard ; les formes d'exploitation, comme les formes de travail salarié peuvent être latentes. Nous savons en effet que le koulak est un exploiteur, un capitaliste rural, et que l'assise du capitalisme rural, comme de tout autre, c'est qu'il exploite le travail salarié. Mais il arrive que le koulak lui-même n'emploie pas de salariés dans son exploitation. Mais il loue par exemple sa moissonneuse, son semoir ou son tracteur, et il en tire beaucoup d'argent. Au fond, cela signifie que le salarié ou le semi-salarié, ou le paysan pauvre qui devient salarié utilise cette moissonneuse ou cette batteuse, en s'imaginant qu'il est parfaitement autonome. C'est une forme cachée de travail salarié, son premier degré, flou, mais dont il faut que nous tenions compte pour bien voir l'essor des rapports capitalistes à la campagne. J'ai insisté sur ce point parce que j'ai reçu plusieurs questions écrites dans lesquelles il est dit que très souvent la distribution de machines importées de l'étranger profite aux koulaks, et qu'il faut bien veiller à une répartition plus équitable, ce qui est parfaitement juste.

On me pose une question sur un autre aspect des choses : la politique paysanne, l'aide aux paysans pauvres. Le camarade qui m'a fait parvenir cette question écrit : vous voulez aider le paysan pauvre en développant le commerce. A l'heure actuelle, ajoute-t-il, vous (il parle de moi) dites que vous n'êtes pas en mesure d'accorder une aide suffisante, mais qu'une fois le commerce développé vous obtiendrez des ressources supplémentaires et vous pourrez aider le paysan pauvre. Savez-vous bien ce que vous faites ? demanda ce camarade. De qui obtiendrez-vous vos ressources, sur la base de ce commerce ? De ce même paysan pauvre. Par conséquent vous aiderez le paysan pauvre en puisant dans sa poche, ce qui n'est pas bien. Vous devez l'aider en puisant dans une autre poche. Voilà bien une façon par trop simpliste de poser la question. Notre aide est puisée dans notre poche commune, celle de notre Etat, où affluent toutes les ressources supplémentaires que nous tirons d'une accélération du commerce général. Au reste, ces sommes sont en fin de compte le produit du travail, que ce soit celui de l'ouvrier ou du paysan, du paysan moyen ou du paysan pauvre. Mais en tout état de cause, c'est le produit du travail. Car on ne peut se procurer de biens ailleurs. Ces biens ne nous sont pas fournis par le paysan pauvre, et l'on a tort de le dire, parce que nos ressources fiscales proviennent pour partie des revenus des couches capitalistes, — pour une autre des exploitations des paysans moyens, pour une troisième des ouvriers et pour une dernière des paysans pauvres. Ces revenus proviennent donc de diverses couches. Si nous en obtenons une partie grâce à l'expropriation, sous forme d'impôts sur les revenus des couches capitalistes, c'est une façon d'exproprier et de redistribuer les revenus capitalistes : nous prenons aux riches pour donner aux pauvres.

Si nous tirons quelque chose du paysan moyen et, partiellement, du paysan pauvre, le fond de notre politique, tient au fait que nous nous procurons des revenus provenant de diverses sources, que nous tâchons de redistribuer de la manière la plus rationnelle et de façon planifiée. Il n'y a là strictement rien de répréhensible. Si, par exemple, nous consacrons 10% des montants généraux de la plus-value obtenue dans l'industrie urbaine à la construction locative au profit des ouvriers, est-ce critiquable ? Non. Mais nous devons répartir ces sommes de la façon la plus rationnelle.

Il est également faux d'affirmer que nous aidons le paysan pauvre au détriment de ce même paysan pauvre. Non, nous prélevons dans diverses couches : une part chez les riches, une autre part chez les couches moyennes, et nous opérons une redistribution à partir d'une cagnotte commune.

On me demande, quelle voie prédomine à la campagne : socialiste ou capitaliste ? A franchement parler, je ne me risquerai pas à répondre avec certitude. Nos statistiques, en effet, souffrent de certains défauts. Nous n'avons étudié en détail que certains districts, mais les synthèses dont nous disposons ne nous autorisent pas encore à donner un tableau complet de ce qui se passe dans toute l'Union. Et seul le recensement que nous envisageons pour cette année 1926 nous permettra de juger avec précision des principaux rapports à la campagne.

Je ferai maintenant une autre remarque, camarades, en liaison avec certaines questions de caractère oppositionnel. Il n'y en a guère qu'une ou deux, il est vrai, qui reprennent en général ce qu'a dit ici l'un des camarades. Vous avez, m'écrit-on, destitué tel camarade, vous avez pris telles mesures. Je n'objecterai pas, mais je me contenterai de formuler une considération. Est-ce que les camarades ne comprennent pas que le seul fait de s'être dressés contre les décisions du congrès aurait pu valoir à ces gens-là l'exclusion du parti sans autre forme de procès ? Ai-je tort ou raison ? En effet, il n'est pas pour nous d'instance plus haute que le congrès du parti. Et si des gens refusent de se soumettre à ses décisions, s'ils en contestent, s'ils les combattent, peut-il être plus grand crime contre le parti ? Quoi d'autre peut valoir l'exclusion ? Et si, pourtant, notre Comité central n'a pas eu recours à ces mesures de représailles, s'il a jugé utile en l'occurrence d'agir au premier chef par la conviction, c'est parce qu'il s'est inspiré non seulement de considérations formelles sur ses droits, mais aussi d'un souci très important : la possibilité de convaincre et de gagner à sa cause le plus grand nombre possible de gens. Et il a agi on ne peut plus justement.

Il a agi très exactement dans l'esprit de la politique interne du parti qu'il défendait auparavant. Par conséquent, cette seule considération que l'on aurait pu au fond prononcer l'exclusion pour insoumission aux décisions du congrès, fait pièce à tous les arguments de l'opposition. Ce que font valoir les camarades, par incompréhension, c'est ceci : certains pensent qu'en se soumettant à un comité provincial qui va à l'encontre des décisions du congrès du parti, ils font preuve de discipline. Mais si un camarade s'oppose à un comité provincial indiscipliné parce qu'il défend les décisions du congrès du parti, il est la brebis galeuse d'une organisation. Si ces raisonnements sont dignes de compagnons de bouteilles, ils ne le sont pas de membres du parti.

Permettez-moi maintenant, camarades, du haut de cette tribune, d'aborder différentes tâches d'organisation. Vous voudriez bien me pardonner des propos d'une brutalité sans doute bien peu parlementaire et dépourvue d'aménité pour des honnêtes gens. Je suis en effet tenu d'évoquer l'un des maux dont souffrait l'ancienne direction de l'organisation du parti de Leningrad, que j'ai omis d'évoquer dans mon premier rapport. Je me dois d'y pallier parce que toute omission est coupable. J'ai déjà dit ici que les anciennes méthodes d'administration de l'organisation de Leningrad participaient d'un mélange de caporalisme et de démagogie. Mais il faut inclure le troisième élément de cette triade qui est l'implantation artificielle de l'esprit de clocher, le gonflement de ses petits intérêts particuliers, une façon de faire bande à part, de s'opposer au parti tout entier. Il ne faut pas confondre deux choses : la fierté pour une organisation qui a beaucoup fait et qui a très fortement mérité du parti. Cette fierté est tout à fait légitime, et en ce sens il n'y a absolument rien de répréhensible, au contraire, à ce que les membres de cette organisation, au souvenir des jours passés, de l'itinéraire historique parcouru par cette organisation, manifestent pleinement leur solidarité prolétarienne, leur fierté, leur cohésion interne, leur orgueil pour une organisation qui est à l'avant-garde de tout le parti et de toute la classe ouvrière. Mais, camarades, dans notre monde les choses sont ainsi faites que très souvent il suffit d'un rien pour transformer le bien en mal. Le plus succulent des mets peut être gâté par une mauvaise sauce. On peut jouer des bonnes fibres des membres d'une organisation de façon si habile que seul le mal en tirera bénéfice.

Pour cela, il suffit de ne pas remarquer de tout petits riens. Considérez la glorieuse organisation, de Leningrad, dont il y a tout lieu d'être fier. Mais omettez un petit élément, dans cette définition d'une organisation glorieuse, un seul trait : sa constante fidélité aux objectifs généraux du parti. Alors de glorieuse, cette organisation en devient pitoyable. Si vous dites qu'à Leningrad il y a toujours eu une grande cohésion, — un pour tous et tous pour un — c'est une noble chose dont vous pouvez être fiers devant tout le parti, à la condition que cette solidarité serve à souder le parti. Mais supposez que cette solidarité soit tournée contre le parti. Alors tout ce qui est bien devient mal. Imaginez que vous ne soyez fidèles qu'à l'ancien comité provincial, que vous ressassiez de vieilles antiennes, etc. Alors cette cohésion, de vertu qu'elle était, devient vice aux yeux du parti. La fierté que vous éprouvez pour votre organisation n'a de valeur que située dans les cadres généraux du parti. La fierté, le « patriotisme » de l'organisation interne du parti ne sont justes, ne sont légitimes que situés dans les cadres généraux du parti, soumis au « patriotisme » général du parti. Lorsque des gens sont fiers d'être à l'avant-garde du parti, et non sur ses franges, c'est bien. Mais lorsqu'ils sont fiers d'une cohésion tournée contre le parti, c'est mal. Il ne faut pas le perdre de vue. L'histoire a connu maintes fois de ces métamorphoses. En ce sens, nous serions en présence de l'idéologie d'une coterie, fondée sur les principes de la caste, plutôt qu'en

présence d'une direction juste de l'organisation du parti. Ce serait de l'esprit de clocher, au lieu d'une direction juste, ce serait du particularisme plutôt qu'une bonne interprétation des mérites de son organisation devant le parti *dans son ensemble*. Or, il me semble, camarades, que cette idéologie « de caste » dans la gestion d'une grande organisation du parti, ce principe « astorien » doivent être détruits. Il faut en finir avec ces phénomènes. Alors seulement s'instaureront de bonnes relations mutuelles avec le CG et avec l'ensemble du parti. Cette zizanie, ces groupuscules, ces accusations mutuelles céderont le pas à des principes sains de gestion de l'ensemble de l'organisation du parti.

Ici, le camarade Kotov, de même que les camarades Kirov et Molotov ont dit avoir observé auparavant que les hauts responsables de l'organisation de Leningrad faisaient bande à part, ignoraient le CC. Le camarade Vorochilov et plusieurs autres ont déclaré que vous deviez en finir avec ce que certains ont appelé brutalement votre période des apanages, avec ces principautés féodales dans le cadre de notre parti. C'est un impératif. Mais au lieu d'attendre qu'en haut lieu 011 agisse à votre place, prenez les choses en mains. Vous devez être les garants que cela ne se reproduira plus. Vous vous devez, camarades, de vous engager résolument dans la voie de la démocratie interne du parti, vous devez absolument faire obstacle à la coterie, vous en avez pleinement la possibilité, pour peu que vous preniez résolument et hardiment les mesures qui s'imposent aujourd'hui pour assurer effectivement la démocratie interne du parti dans votre organisation.

Permettez-moi, camarades, de vous dire qu'à mon avis vous devez au moins affaiblir, — mais je pense que mieux vaudrait les supprimer — certains éléments d'organisation solidement ancrés et qui ont fini par générer une tradition : j'ai en vue le principe des organisateurs du parti, plutôt que des secrétaires. Secrétaire vous gêne, vous préférez le qualificatif d'organisateur ? A votre aise. Dites astronomes, si cela vous chante, mais il est parfaitement naturel que le principe général, le principe spécifique en vigueur c'était la substitution d'un responsable nommé en haut lieu à une fonction élective. Il est tout à fait naturel que dans une telle situation il soit extrêmement difficile de donner corps à la démocratie interne du parti, parce que cette méthode implique une « rigidité » inévitablement excessive de l'appareil laquelle, poussée à l'absurde, peut conduire à la pétrification de cet appareil. Or, nous ne faisons pas des statues de pierre, et nos formes organisationnelles doivent posséder la souplesse suffisante pour résoudre des tâches complexes.

Il faut en revenir à l'ancienne méthode des secrétaires élus qui, — je suis prêt à faire personnellement une concession — peuvent continuer à s'appeler des organisateurs. A ce sujet, chacun peut répéter les mots de Kozma Proutkov : « Si tu lis « buffle » sur la cage d'un éléphant, n'en crois pas tes yeux ». Qui entendra le mot « organisateur » n'en croira pas ses oreilles, mais comprendra bien qu'il s'agit d'un véritable secrétaire élu. Si nous procédons à cette réforme, aussi minime soit-elle, camarades, ou même si nous accomplissons quelques pas concrets en direction de ce système juste, nous donnerons des garanties organisationnelles contre toute paralysie superflue de l'appareil du parti, nous aurons certaines garanties contre l'apparition de groupuscules dans cet appareil, des groupuscules dressés sur leurs ergots l'un en face de l'autre même sans afficher de divergences de fond. Ce sera une garantie — même si elle ne l'est pas à 100% — mais une garantie tout de même, contre l'émergence de ces divers groupements au sein de l'organisation du parti.

Je dois dire ici, camarades, qu'il serait intolérable, du point de vue du parti tout entier, et après avoir obtenu une grande victoire sur une ligne politique erronée, de voir apparaître dans nos rangs des divergences sans raisons suffisantes.

Faisons donc tout notre possible pour que non seulement au lendemain de la victoire, mais le surlendemain, et le quatrième jour, le mois, l'année suivants nous ne puissions plus revenir aux séquelles de l'ancienne maladie particulariste, séparatiste, dégénérante, à la zizanie et à l'absence de principes. Il faut faire en sorte que notre organisation de Leningrad aille du même pas que le parti et que jamais elle ne s'oppose au parti dans son ensemble ni à son Comité central. Faisons en sorte d'avoir le maximum de garanties de relations directes avec le CC et d'influence directe du CC sur le travail de l'organisation de Leningrad. Ne nous considérons pas les uns et les autres comme des étrangers, des Varègues, des invités. Rappelons-nous que ce que nous chérissons le plus au monde, c'est l'unité de tout notre parti et que la fierté de toute organisation ne doit pas se nourrir d'une opposition à tout le parti ; ce doit être une fierté pour le fructueux travail accompli à l'intérieur du parti, sans ombre, sans tache, sans la moindre allusion à une opposition quelconque au parti. Jurons-nous d'inclure cela à la résolution, donnons au futur comité provincial un mandat qui serait comme une épée de Damoclès au-dessus de celui qui oserait, au nom des intérêts d'une lutte fractionnelle, sacrifier les intérêts de l'unité du parti.

Attachons-nous à promouvoir de la façon la plus hardie et la plus résolue la démocratie interne du parti ; faisons en sorte que les masses les plus larges de membres du parti jouissent effectivement d'une grande influence. Portons à un plus haut niveau idéologique notre organisation du parti, qu'elle se pénètre bien de l'idéologie des décisions du congrès, qu'elle se donne toute possibilité de s'éduquer sur des principes nouveaux, ceux d'une nouvelle orientation, en ayant en vue que toutes les blessures, toutes les offenses, tous les mécomptes, tous les pêches, toutes les lourdes pertes que nous avons endurés au cours des discussions soient compensés par une chose : la plus grande cohésion sur la base d'une conviction interne, la plus grande solidarité de tout le parti. Et alors, votre fierté, la fierté de votre organisation sera qu'une fois rapidement corrigées les erreurs elle rejoindra les premiers rangs. Lénine disait un jour : l'homme intelligent n'est pas celui qui ne commet pas d'erreurs, mais celui qui n'en commet pas de trop grosses et qui les corrige rapidement. Je pense que ces propos valent pour n'importe quelle organisation du parti : une bonne organisation n'est

pas celle qui ne commet pas d'erreurs, mais celle qui est en mesure de les corriger rapidement. Votre organisation, en la personne de ses dirigeants a commis une erreur ; en la personne de la masse de ses membres, elle est tombée dans cette erreur, mais elle l'a rapidement corrigée. Faisons donc l'impossible pour qu'à l'avenir ces erreurs soient beaucoup moins nombreuses, voire inexistantes. Et rappelons-nous qu'une intelligence, c'est bien, mais que sept valent mieux ; qu'une organisation, c'est bien, mais que toutes les organisations, autrement dit notre parti, c'est encore mieux.

Et nous rejoindrons les premiers rangs de notre parti qui a été, est et sera, avec votre aide, camarades, uni, plein de cohésion, notre ancien et glorieux parti bolchevik de fer.

N. Boukharine : *Rapport à la XXIII^e conférence extraordinaire du parti de la province de Leningrad, Gosizdat, Moscou, Leningrad, 1926.*